01001390307960020

2571

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου 139

3 Ιουλίου 1996

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2417

Κύρωση του Διακανονισμού της Χάγης για τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων της 6ης Νοεμβρίου 1925, όπως αναθεωρήθηκε στη Χάγη στις 28 Νοεμβρίου 1960 και της Συμπληρωματικής Πράξης της Στοκχόλμης της 14ης Ιουλίου 1967, όπως τροποποιήθηκε στη Στοκχόλμη στις 28 Σεπτεμβρίου 1979.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος ο Διακανονισμός της Χάγης για τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων της 6ης Νοεμβρίου 1925, όπως αναθεωρήθηκε στη Χάγη στις 28 Νοεμβρίου 1960 και της Συμπληρωματικής Πράξης της Στοκχόλμης της 14ης Ιουλίου 1967, όπως τροποποιήθηκε στη Στοκχόλμη στις 28 Σεπτεμβρίου 1979, το κείμενο των οποίων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels

du 6 novembre 1925

Acte de La Haye du 28 novembre 1960

Article premier

1) Les Etats contractants sont constitués à l'état d'Union particulière pour le dépôt international des dessins ou modèles industriels.

2) Seuls les Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle peuvent être parties au présent Arrangement.

Article 2

Au sens du présent Arrangement, il faut entendre par:

« Arrangement de 1925 », l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels du 6 novembre 1925;

« Arrangement de 1934 », l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels du 6 novembre 1925, revisé à Londres le 2 juin 1934;

« le présent Arrangement », l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels, tel qu'il résulte du présent Acte;

« le Règlement », le Règlement d'exécution du présent Arrangement;

« Bureau international », le Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle;

« dépôt international », un dépôt effectué auprès du Bureau international;

« dépôt national », un dépôt effectué auprès de l'Administration nationale d'un Etat contractant;

« dépôt multiple », un dépôt comprenant plusieurs dessins ou modèles;

« Etat d'origine d'un dépôt international », l'Etat contractant où le déposant a un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux ou, si le déposant a de tels établissements dans plusieurs Etats contractants, celui de ces Etats contractants qu'il a désigné dans sa demande; s'il n'a pas un tel établissement dans un Etat contractant, l'Etat contractant où il a son domicile; s'il n'a pas son domicile dans un Etat contractant, l'Etat contractant dont il est le ressortissant;

« Etat procédant à un examen de nouveauté », un Etat dont la législation nationale prévoit un système qui comporte une recherche et un examen préalables d'office, effectués par son Administration nationale et portant sur la nouveauté de tous les dessins ou modèles déposés.

Article 3

Les ressortissants des Etats contractants ou les personnes qui, bien que n'étant pas ressortissantes de l'un de ces Etats, sont domiciliées ou ont un établissement industriel ou commercial effectif et sérieux sur le territoire de l'un desdits Etats, peuvent déposer des dessins ou modèles auprès du Bureau international.

Article 4

1) Le dépôt international peut être effectué au Bureau international:

1° directement, ou

2° par l'intermédiaire de l'Administration nationale d'un Etat contractant si la législation de cet Etat le permet.

2) La législation nationale de tout Etat contractant peut exiger que tout dépôt international pour lequel cet Etat est réputé Etat d'origine soit présenté par l'intermédiaire de son Administration nationale. Le défaut d'observation d'une telle prescription n'affecte pas les effets du dépôt international dans les autres Etats contractants.

Article 5

1) Le dépôt international comporte une demande, une ou plusieurs photographies ou toutes autres représentations graphiques du dessin ou modèle ainsi que le paiement des taxes prévu par le Règlement.

2) La demande contient:

1° la liste des Etats contractants dans lesquels le déposant demande que le dépôt international produise ses effets;

2° la désignation de l'objet ou des objets auxquels le dessin ou modèle est destiné à être incorporé;

3° si le déposant désire revendiquer la priorité visée à l'article 9, l'indication de la date, de l'Etat et du numéro du dépôt qui donne naissance au droit de priorité;

4° tous autres renseignements prévus par le Règlement.

3) *a)* La demande peut en outre contenir:

1° une courte description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle;

2° une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle;

3° une requête d'ajournement de la publication telle que prévue à l'article 6, alinéa 4).

b) Des exemplaires ou maquettes de l'objet auquel est incorporé le dessin ou modèle peuvent également être joints à la demande.

4) Un dépôt multiple peut comprendre plusieurs dessins ou modèles destinés à être incorporés dans des objets figurant dans la même classe de la classification internationale des dessins ou modèles visée à l'article 21, alinéa 2), chiffre 4°.

Article 6

1) Le Bureau international tient le Registre international des dessins ou modèles et procède à l'enregistrement des dépôts internationaux.

2) Le dépôt international est considéré comme ayant été effectué à la date à laquelle le Bureau international a reçu la demande en due forme, les taxes payables avec la demande et la ou les photographies, ou toutes autres représentations graphiques du dessin ou modèle ou, si elles n'ont pas été reçues simultanément, à la date à laquelle la dernière de ces formalités a été accomplie. L'enregistrement porte la même date.

3) *a)* Pour chaque dépôt international, le Bureau international publie dans un bulletin périodique:

1° des reproductions en noir et blanc ou, à la requête du déposant, des reproductions en couleurs, des photographies ou toutes autres représentations graphiques déposées;

2° la date du dépôt international;

3° les renseignements prévus par le Règlement.

b) Le Bureau international doit envoyer, dans le plus court délai, le bulletin périodique aux Administrations nationales.

4) *a)* La publication visée à l'alinéa 3), lettre *a)*, est, à la demande du déposant, ajournée pendant la période requise par celui-ci. Cette période ne peut excéder un délai de douze mois à compter de la date du dépôt international. Toutefois, si une priorité est revendiquée, le point de départ de cette période est la date de la priorité.

b) Pendant la période visée à la lettre *a)* ci-dessus, le déposant peut, à tout moment, requérir la publication immédiate ou retirer son dépôt. Le retrait du dépôt peut être limité à un ou plusieurs Etats contractants seulement et, en cas de dépôt multiple, à une partie des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

c) Si le déposant ne paie pas dans les délais prescrits les taxes exigibles avant l'expiration de la période visée à la lettre *a)* ci-dessus, le Bureau international procède à la radiation du dépôt et n'effectue pas la publication visée à l'alinéa 3), lettre *a)*.

d) Jusqu'à l'expiration de la période visée à la lettre *a)* ci-dessus, le Bureau international tient secret l'enregistrement d'un dépôt assorti d'une requête de publication différée, et le public ne peut prendre connaissance d'aucun document ou objet concernant ledit dépôt. Ces dispositions s'appliquent sans limitation de durée, pour autant que le déposant a retiré son dépôt avant l'expiration de ladite période.

5) A l'exception des cas visés à l'alinéa 4), le public peut prendre connaissance du Registre ainsi que de tous les documents et objets déposés au Bureau international.

Article 7

1) *a)* Tout dépôt enregistré au Bureau international produit, dans chacun des Etats contractants désignés par le déposant dans sa demande, les mêmes effets que si toutes les formalités prévues par la loi nationale pour obtenir la protection avaient été remplies par le déposant et que si tous les actes administratifs prévus à cette fin avaient été accomplis par l'Administration de cet Etat.

b) Sous réserve des dispositions de l'article 11, la protection des dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt enregistré au Bureau international est régie dans chacun des Etats contractants par les dispositions de la loi nationale qui s'appliquent dans ledit Etat aux dessins ou modèles dont la protection est revendiquée par la voie du dépôt national et pour lesquels toutes les formalités ont été remplies et tous les actes administratifs ont été accomplis.

2) Le dépôt international ne produit pas d'effets dans l'Etat d'origine si la législation de cet Etat le prévoit.

Article 8

1) Nonobstant les dispositions de l'article 7, l'Administration nationale d'un Etat contractant dont la législation nationale prévoit le refus de la protection à la suite d'un examen administratif d'office ou à la suite de l'opposition d'un tiers doit, en cas de refus, faire connaître, dans un délai de six mois, au Bureau international, que le dessin ou modèle ne satisfait pas aux exigences que cette législation impose en sus des formalités et actes administratifs visés à l'article 7, alinéa 1). Si le refus n'est pas notifié dans le délai de six mois, le dépôt international produit ses effets dans ledit Etat à compter de la date de ce dépôt. Toutefois, dans tout Etat contractant qui procède à un examen de nouveauté, si un refus n'a pas été notifié au cours du délai de six mois, le dépôt international, tout en conservant sa priorité, produit ses effets dans ledit Etat à compter de l'expiration dudit délai, à moins que la législation nationale ne prévoie une date antérieure pour les dépôts effectués auprès de son Administration nationale.

2) Le délai de six mois visé à l'alinéa 1) doit se calculer à compter de la date à laquelle l'Administration nationale a reçu le numéro du bulletin périodique dans lequel l'enregistrement du dépôt international est publié. L'Administration nationale doit donner connaissance de cette date à tout tiers sur sa demande.

3) Le déposant a les mêmes moyens de recours contre la décision de refus de l'Administration nationale visée à l'alinéa 1) que s'il avait déposé son dessin ou modèle auprès de cette Administration; en tout état de cause, la décision de refus doit pouvoir faire l'objet d'un réexamen ou d'un recours. La notification de la décision doit indiquer:

1° les raisons pour lesquelles il a été statué que le dessin ou modèle ne répond pas aux exigences de la loi nationale;

2° la date visée à l'alinéa 2);

3° le délai accordé pour demander un réexamen ou présenter un recours;

4° l'Autorité à laquelle cette demande ou ce recours peuvent être adressés.

4) *a)* L'Administration nationale d'un Etat contractant dont la législation nationale comporte des dispositions de la nature de celles prévues à l'alinéa 1) et qui requièrent une déclaration indiquant le nom du véritable créateur du dessin ou modèle ou une description dudit dessin ou modèle, peut exiger que, dans un délai qui ne peut être inférieur à 60 jours à compter de l'envoi d'une requête à cet effet, par cette Administration, le déposant fournisse,

dans la langue dans laquelle la demande déposée au Bureau international a été rédigée:

1° une déclaration indiquant le véritable créateur du dessin ou modèle;

2° une courte description soulignant les éléments caractéristiques essentiels du dessin ou modèle, tels qu'ils apparaissent dans les photographies ou autres représentations graphiques.

b) Aucune taxe n'est prélevée par une Administration nationale pour la remise d'une telle déclaration ou d'une telle description ou pour leur publication éventuelle par les soins de cette Administration nationale.

5) *a)* Chacun des Etats contractants dont la législation nationale comporte des dispositions de la nature de celles prévues à l'alinéa 1) doit en informer le Bureau international.

b) Si la législation d'un Etat contractant prévoit plusieurs systèmes de protection des dessins ou modèles, et si l'un de ces systèmes comporte un examen de nouveauté, les dispositions du présent Arrangement relatives aux Etats qui pratiquent un tel examen ne s'appliquent qu'en ce qui concerne ce système.

Article 9

Si le dépôt international du dessin ou modèle est effectué dans les six mois suivant le premier dépôt du même dessin ou modèle dans un des Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle et si la priorité est revendiquée pour le dépôt international, la date de la priorité est celle de ce premier dépôt.

Article 10

1) Le dépôt international peut être renouvelé tous les cinq ans par le seul paiement, au cours de la dernière année de chaque période de cinq ans, des taxes de renouvellement fixées par le Règlement.

2) Moyennant le versement d'une surtaxe fixée par le Règlement, un délai de grâce de six mois est accordé pour les renouvellements du dépôt international.

3) Lors du paiement des taxes de renouvellement, doivent être indiqués, le numéro du dépôt international et, si le renouvellement ne doit pas être effectué pour tous les Etats contractants où le dépôt est sur le point d'expirer, ceux de ces Etats où le renouvellement doit être effectué.

4) Le renouvellement peut être limité à une partie seulement des dessins ou modèles compris dans un dépôt multiple.

5) Le Bureau international enregistre et publie les renouvellements.

Article 11

1) *a)* La durée de la protection accordée par un Etat contractant aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international ne peut être inférieure à:

1° dix ans à compter de la date du dépôt international si ce dépôt a fait l'objet d'un renouvellement;

2° cinq ans à compter de la date du dépôt international en l'absence d'un renouvellement.

b) Toutefois si, en vertu des dispositions de la législation nationale d'un Etat contractant qui procède à un examen de nouveauté, la protection commence à une date postérieure à celle du dépôt international, les durées minima prévues à la lettre *a)* sont calculées à compter du point de départ de la protection dans ledit Etat. Le fait que le dépôt international n'est pas renouvelé ou n'est renouvelé qu'une seule fois n'affecte en rien la durée minimum de protection ainsi définie.

2) Si la législation d'un Etat contractant prévoit, pour les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt national, une protection dont la durée, avec ou sans renouvellement, est supérieure à dix ans, une protection d'une égale durée est accordée dans cet Etat sur la base du dépôt international et de ses renouvellements aux dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international.

3) Tout Etat contractant peut, dans sa législation nationale, limiter la durée de la protection des dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international aux durées prévues à l'alinéa 1).

4) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1), lettre *b)*, la protection prend fin dans les Etats contractants à la date d'expiration du dépôt international, à moins que la législation nationale de ces Etats ne dispose que la protection continue après la date d'expiration du dépôt international.

Article 12

1) Le Bureau international doit enregistrer et publier tout changement affectant la propriété d'un dessin ou modèle faisant l'objet d'un dépôt international en vigueur. Il est entendu que le transfert de la propriété peut être limité aux droits découlant du dépôt international dans un ou plusieurs Etats contractants seulement et, en cas de dépôt multiple, à une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

2) L'enregistrement visé à l'alinéa 1) produit les mêmes effets que s'il avait été effectué par les Administrations nationales des Etats contractants.

Article 13

1) Le titulaire d'un dépôt international peut, au moyen d'une déclaration qui est adressée au Bureau international, renoncer à ses droits pour tous les Etats contractants ou pour un certain nombre d'entre eux seulement et, en cas de dépôt multiple, pour une partie seulement des dessins ou modèles compris dans ledit dépôt.

2) Le Bureau international enregistre la déclaration et la publie.

Article 14

1) Un Etat contractant ne peut exiger, pour la reconnaissance du droit, qu'un signe ou mention du dépôt du dessin ou modèle soit apposé sur l'objet auquel est incorporé ce dessin ou modèle.

2) Si la législation nationale d'un Etat contractant prévoit l'apposition d'une mention de réserve à toute autre fin, ledit Etat devra considérer cette exigence comme satisfaite si tous les objets présentés au public avec l'autorisation du titulaire du droit sur le dessin ou modèle, ou si les étiquettes dont sont munis ces objets, portent la mention de réserve internationale.

3) Doit être considéré comme mention de réserve internationale le symbole (D) (lettre majuscule D dans un cercle) accompagné soit:

1° de l'indication de l'année du dépôt international et du nom ou de l'abréviation usuelle du nom du déposant, soit

2° du numéro du dépôt international.

4) La seule apposition de la mention de réserve internationale sur les objets ou les étiquettes ne peut en aucune manière être interprétée comme impliquant la renonciation à la protection au titre du droit d'auteur ou à tout autre titre, lorsque, en l'absence d'une telle mention, cette protection peut être obtenue.

Article 15

1) Les taxes prévues par le Règlement comprennent:

1° les taxes pour le Bureau international;

2° des taxes pour les Etats contractants désignés par le déposant, à savoir:

a) une taxe pour chacun des Etats contractants;

b) une taxe pour chacun des Etats contractants qui procède à un examen de nouveauté et requiert le paiement d'une taxe pour procéder audit examen.

2) Pour un même dépôt, les taxes payées pour un Etat contractant, en vertu des dispositions de l'alinéa 1), chiffre 2°, lettre *a)*, sont déduites du montant de la taxe visée à l'alinéa 1), chiffre 2°, lettre *b)*, lorsque cette dernière taxe devient exigible pour ledit Etat.

Article 16

1) Les taxes pour les Etats contractants visées à l'article 15, alinéa 1), chiffre 2°, sont perçues par le Bureau international qui, chaque année, les verse aux Etats contractants désignés par le déposant.

2) *a)* Tout Etat contractant peut déclarer au Bureau international qu'il renonce à exiger les taxes supplémentaires visées à

l'article 15, alinéa 1), chiffre 2°, lettre *a)*, en ce qui concerne les dépôts internationaux pour lesquels d'autres Etats contractants, ayant souscrit la même renonciation, sont réputés Etats d'origine.

b) Il peut souscrire les mêmes renonciations en ce qui concerne le dépôt international pour lequel il est réputé Etat d'origine.

Article 17

Le Règlement d'exécution fixe les détails d'application du présent Arrangement et notamment:

1° les langues et le nombre d'exemplaires dans lesquels la demande de dépôt doit être formulée ainsi que les indications que doit comporter la demande;

2° les montants, les dates d'échéance et le mode de paiement des taxes destinées au Bureau international et aux Etats, y compris les limitations imposées à la taxe prévue pour les Etats contractants qui procèdent à un examen de nouveauté;

3° le nombre, le format et d'autres caractéristiques des photographies ou autres représentations graphiques de chacun des dessins ou modèles déposés;

4° la longueur de la description d'éléments caractéristiques du dessin ou modèle;

5° les limites et les conditions dans lesquelles des exemplaires ou des maquettes des objets auxquels est incorporé le dessin ou modèle peuvent être joints à la demande;

6° le nombre des dessins ou modèles qui peuvent être compris dans un dépôt multiple et d'autres dispositions régissant les dépôts multiples;

7° toute question concernant la publication et la distribution du bulletin périodique visé à l'article 6, alinéa 3), lettre *a)*, y compris le nombre d'exemplaires du bulletin qui sont remis à titre gratuit aux Administrations nationales ainsi que le nombre d'exemplaires qui peuvent être vendus à prix réduit à ces Administrations;

8° la procédure de notification par les Etats contractants des décisions de refus visées à l'article 8, alinéa 1), ainsi que la procédure concernant la communication et la publication de telles décisions par les soins du Bureau international;

9° les conditions dans lesquelles doivent être effectués, par le Bureau international, l'enregistrement et la publication des changements affectant la propriété d'un dessin ou modèle visés à l'article 12, alinéa 1), ainsi que les renonciations visées à l'article 13;

10° la destination à donner aux documents et objets relatifs à des dépôts qui ne sont plus susceptibles de renouvellement.

Article 18

Les dispositions du présent Arrangement n'empêchent pas de revendiquer l'application des prescriptions plus larges qui seraient édictées par la législation nationale d'un Etat contractant et n'affectent en aucune manière la protection accordée aux œuvres artistiques et aux œuvres d'art appliqué par des traités et conventions internationaux sur le droit d'auteur.

Article 19

Les taxes du Bureau international payées pour les services prévus par le présent Arrangement doivent être fixées de façon:

a) que leur produit couvre toutes les dépenses du Service international des dessins ou modèles ainsi que toutes celles qui sont nécessitées par la préparation et la mise en œuvre de réunions du Comité international des dessins ou modèles ou de Conférences de revision du présent Arrangement;

b) qu'elles permettent le maintien du fonds de réserve visé à l'article 20.

Article 20

1) Il est constitué un fonds de réserve dont le montant s'élève à 250.000 francs suisses. Celui-ci peut être modifié par le Comité international des dessins ou modèles visé à l'article 21 ci-après.

2) Le fonds de réserve est alimenté par les excédents de recettes du Service international des dessins ou modèles.

3) *a)* Toutefois, dès l'entrée en vigueur du présent Arrangement, le fonds de réserve est constitué par le versement, par chacun des Etats, d'une cotisation unique calculée pour chacun d'eux en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe à laquelle il appartient au titre de l'article 13, alinéa 8), de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

b) Les Etats qui deviendront parties au présent Arrangement après son entrée en vigueur devront également verser une cotisation unique. Celle-ci sera calculée selon les principes formulés à l'alinéa ci-dessus, de sorte que tous les Etats, quelle que soit la date de leur entrée dans l'Arrangement, paient la même contribution par unité.

4) Au cas où le montant du fonds de réserve dépasserait le plafond prévu, le surplus sera périodiquement réparti entre les Etats contractants, proportionnellement à la cotisation unique versée par chacun d'eux, jusqu'à concurrence du montant de cette cotisation.

5) Lorsque les cotisations uniques ont été intégralement remboursées, le Comité international des dessins ou modèles peut décider qu'il ne sera plus exigé de cotisations uniques des Etats qui deviendraient, ultérieurement, parties à l'Arrangement.

Article 21

1) Il est créé un Comité international des dessins ou modèles composé des représentants de tous les Etats contractants.

2) Ce Comité a les attributions suivantes:

1° il établit son Règlement intérieur;

2° il modifie le Règlement d'exécution;

3° il modifie le plafond du fonds de réserve visé à l'article 20;

4° il établit la classification internationale des dessins ou modèles;

5° il étudie les problèmes relatifs à l'application et à la revision éventuelle du présent Arrangement;

6° il étudie tous autres problèmes relatifs à la protection internationale des dessins ou modèles;

7° il se prononce sur les rapports annuels de gestion du Bureau international et donne des directives générales à ce Bureau concernant l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues en vertu du présent Arrangement;

8° il établit un rapport sur les dépenses prévisibles du Bureau international pour chaque période triennale à venir.

3) Les décisions du Comité sont prises à la majorité des quatre cinquièmes de ses membres présents ou représentés et votants dans les cas visés sous les chiffres 1°, 2°, 3° et 4° de l'alinéa 2) et à la majorité simple dans tous les autres cas. L'abstention n'est pas considérée comme constituant un vote.

4) Le Comité est convoqué par le Directeur du Bureau international:

1° au moins une fois tous les trois ans;

2° en tout temps, à la demande d'un tiers des Etats contractants ou, en cas de besoin, à l'initiative du Directeur du Bureau international ou du Gouvernement de la Confédération suisse.

5) Les frais de voyage et de séjour des membres du Comité sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

Article 22

1) Le Règlement peut être amendé par le Comité en vertu de l'article 21, alinéa 2), chiffre 2°, ou par la procédure écrite prévue à l'alinéa 2) ci-dessous.

2) En cas de recours à la procédure écrite, les amendements sont proposés par le Directeur du Bureau international par lettre circulaire adressée à tous les Etats contractants. Les amendements sont considérés comme adoptés si, dans le délai d'une année à compter de leur communication, aucun Etat contractant n'a fait connaître son opposition.

Article 23

1) Le présent Arrangement reste ouvert à la signature jusqu'au 31 décembre 1961.

2) Il sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés auprès du Gouvernement des Pays-Bas.

Article 24

1) Les Etats membres de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle qui n'auraient pas signé le présent Arrangement seront admis à y adhérer.

2) Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération suisse et par celui-ci aux Gouvernements de tous les Etats contractants.

Article 25

1) Tout Etat contractant s'engage à assurer la protection des dessins ou modèles industriels et à adopter, conformément à sa Constitution, les mesures nécessaires pour assurer l'application de cet Arrangement.

2) Au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, un Etat contractant doit être en mesure, conformément à sa législation nationale, de donner effet aux dispositions du présent Arrangement.

Article 26

1) Le présent Arrangement entrera en vigueur à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de l'envoi, par le Gouvernement de la Confédération suisse, aux Etats contractants, de la notification du dépôt de dix instruments de ratification ou d'adhésion, dont ceux d'au moins quatre Etats qui, à la date du présent Arrangement, ne sont parties ni à l'Arrangement de 1925, ni à l'Arrangement de 1934.

2) Par la suite, le dépôt des instruments de ratification et d'adhésion devra être notifié aux Etats contractants par le Gouvernement de la Confédération suisse; ces ratifications et adhésions produiront leurs effets à l'expiration du délai d'un mois, à compter de la date de l'envoi de cette notification à moins, en cas d'adhésion, qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument d'adhésion.

Article 27

Tout Etat contractant peut, en tout temps, notifier au Gouvernement de la Confédération suisse que le présent Arrangement est applicable à tout ou partie des territoires dont il assure les relations internationales. Le Gouvernement de la Confédération suisse en informe tous les Etats contractants, et l'Arrangement s'applique également aux territoires désignés dans la notification un mois après l'envoi de la communication faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux Etats contractants, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans la notification.

Article 28

1) Tout Etat contractant a la faculté de dénoncer le présent Arrangement en son nom propre et au nom de tout ou partie des territoires qui auraient fait l'objet de la notification prévue à l'article 27, par une notification adressée au Gouvernement de la Confédération suisse. Cette dénonciation produit ses effets à l'expiration d'un délai d'une année à compter de sa réception par le Gouvernement de la Confédération suisse.

2) La dénonciation du présent Arrangement par un Etat contractant ne le relève pas des obligations qu'il a contractées en ce qui concerne les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un enregistrement international préalablement à la date à laquelle la dénonciation devient effective.

Article 29

1) Le présent Arrangement sera soumis à des revisions périodiques en vue d'y introduire les améliorations de nature à perfectionner la protection résultant du dépôt international des dessins ou modèles.

2) Les Conférences de revision seront convoquées à la demande du Comité international des dessins ou modèles ou de la moitié au moins des Etats contractants.

Article 30

1) Plusieurs Etats contractants peuvent en tout temps notifier au Gouvernement de la Confédération suisse que, dans les conditions précisées dans cette notification:

1° une Administration commune se substitue à l'Administration nationale de chacun d'eux;

2° ils doivent être considérés comme un seul Etat pour l'application des articles 2 à 17 du présent Arrangement.

2) Cette notification ne prend effet que six mois après la date de l'envoi de la communication qui en est faite par le Gouvernement de la Confédération suisse aux autres Etats contractants.

Article 31

1) Seul le présent Arrangement lie, dans leurs relations mutuelles, les Etats parties à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de 1925 ou à l'Arrangement de 1934. Toutefois, lesdits Etats seront tenus dans leurs relations mutuelles d'appliquer les dispositions de l'Arrangement de 1925 ou celles de l'Arrangement de 1934, suivant le cas, aux dessins ou modèles déposés au Bureau international antérieurement à la date à laquelle le présent Arrangement les lie dans leurs relations mutuelles.

2) *a)* Tout Etat partie à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de 1925 est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrangement de 1925 dans ses relations avec les Etats qui ne sont parties qu'au seul Arrangement de 1925, à moins que ledit Etat n'ait dénoncé l'Arrangement de 1925.

b) Tout Etat partie à la fois au présent Arrangement et à l'Arrangement de 1934 est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrangement de 1934 dans ses relations avec les Etats qui ne sont parties qu'au seul Arrangement de 1934, à moins que ledit Etat n'ait dénoncé l'Arrangement de 1934.

3) Les Etats qui ne sont parties qu'au présent Arrangement n'ont aucune obligation envers les Etats qui sont parties à l'Arrangement de 1925 ou à l'Arrangement de 1934, sans être en même temps parties au présent Arrangement.

Article 32

1) La signature et la ratification du présent Arrangement par un Etat partie, à la date de cet Arrangement, à l'Arrangement de 1925 ou à l'Arrangement de 1934, ainsi que l'adhésion au présent Arrangement d'un tel Etat seront considérées comme valant signature et ratification du Protocole annexé au présent Arrangement, ou adhésion audit Protocole, à moins que cet Etat n'ait souscrit une déclaration expresse en sens contraire, lors de la signature ou du dépôt de son instrument d'adhésion.

2) Tout Etat contractant ayant souscrit la déclaration visée à l'alinéa 1), ou tout autre Etat contractant qui n'est pas partie à l'Arrangement de 1925, ou à l'Arrangement de 1934, peut signer le Protocole annexé au présent Arrangement ou y adhérer. Lors de la signature ou du dépôt de son instrument d'adhésion, il peut déclarer qu'il ne se considère pas lié par les dispositions des alinéas 2) *a)* ou 2) *b)* du Protocole; dans ce cas, les autres Etats parties au Protocole ne sont pas tenus d'appliquer, dans leurs relations avec l'Etat qui a fait usage de cette faculté, la disposition ayant fait l'objet de cette déclaration. Les dispositions des articles 23 à 28 inclus s'appliquent par analogie.

Article 33

Le présent Acte sera signé en un seul exemplaire qui sera déposé aux archives du Gouvernement des Pays-Bas. Une copie certifiée sera remise par ce dernier au Gouvernement de chacun des Etats qui auront signé le présent Arrangement ou qui y auront adhéré.

Acte complémentaire de Stockholm du 14 juillet 1967,

modifié le 28 septembre 1979

Article 1

[Définitions]

Au sens du présent Acte complémentaire, il faut entendre par: « Acte de 1934 », l'Acte signé à Londres le 2 juin 1934 de

l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels;

« Acte de 1960 », l'Acte signé à La Haye le 28 novembre 1960 de l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels;

« Acte additionnel de 1961 », l'Acte signé à Monaco le 18 novembre 1961, additionnel à l'Acte de 1934;

« Organisation », l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle;

« Bureau international », le Bureau international de la propriété intellectuelle;

« Directeur général », le Directeur général de l'Organisation;

« Union particulière », l'Union de La Haye, créée par l'Arrangement de la Haye du 6 novembre 1925 concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels, et maintenue par les Actes de 1934 et de 1960, et par l'Acte additionnel de 1961, ainsi que par le présent Acte complémentaire.

Article 2
[Assemblée]

1) *a)* L'Union particulière a une Assemblée composée des pays qui ont ratifié le présent Acte ou y ont adhéré.

b) Le Gouvernement de chaque pays est représenté par un délégué, qui peut être assisté de suppléants, de conseillers et d'experts.

c) Les dépenses de chaque délégation sont supportées par le Gouvernement qui l'a désignée.

2) *a)* L'Assemblée:

i) traite de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union particulière et l'application de son Arrangement;

ii) donne au Bureau international des directives concernant la préparation des conférences de revision, compte étant dûment tenu des observations des pays de l'Union particulière qui n'ont pas ratifié le présent Acte ou n'y ont pas adhéré;

iii) modifie le règlement d'exécution et fixe le montant des taxes relatives au dépôt international des dessins et modèles industriels;

iv) examine et approuve les rapports et les activités du Directeur général relatifs à l'Union particulière et lui donne toutes directives utiles concernant les questions de la compétence de l'Union particulière;

v) arrête le programme, adopte le budget biennal de l'Union particulière et approuve ses comptes de clôture;

vi) adopte le Règlement financier de l'Union particulière;

vii) crée les comités d'experts et groupes de travail qu'elle juge utiles à la réalisation des objectifs de l'Union particulière;

viii) décide quels sont les pays non membres de l'Union particulière et quelles sont les organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales qui peuvent être admis à ses réunions en qualité d'observateurs;

ix) adopte les modifications des articles 2 à 5;

x) entreprend toute autre action appropriée en vue d'atteindre les objectifs de l'Union particulière;

xi) s'acquitte de toutes autres tâches qu'implique le présent Acte complémentaire.

2) *b)* Sur les questions qui intéressent également d'autres Unions administrées par l'Organisation, l'Assemblée statue connaissance prise de l'avis du Comité de coordination de l'Organisation.

3) *a)* Chaque pays membre de l'Assemblée dispose d'une voix.

b) La moitié des pays membres de l'Assemblée constitue le quorum.

c) Nonobstant les dispositions du sous-alinéa *b)*, si, lors d'une session, le nombre des pays représentés est inférieur à la moitié mais égal ou supérieur au tiers des pays membres de l'Assemblée, celle-ci peut prendre des décisions; toutefois, les décisions de l'Assemblée, à l'exception de celles qui concernent sa procédure, ne deviennent exécutoires que lorsque les conditions énoncées ci-après sont remplies. Le Bureau international communique lesdites décisions aux pays membres de l'Assemblée qui n'étaient pas représentés, en les invitant à exprimer par écrit, dans un délai de trois mois à compter de la date de ladite communication, leur vote ou leur abstention. Si, à l'expiration de ce délai, le nombre des pays ayant ainsi exprimé leur vote ou leur abstention est au moins égal au nombre de pays qui faisait défaut pour que le quorum fût atteint lors de la session, lesdites décisions deviennent exécutoires, pourvu qu'en même temps la majorité nécessaire reste acquise.

d) Sous réserve des dispositions de l'article 5.2), les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des deux tiers des votes exprimés.

e) L'abstention n'est pas considérée comme un vote.

f) Un délégué ne peut représenter qu'un seul pays et ne peut voter qu'au nom de celui-ci.

g) Les pays de l'Union particulière qui ne sont pas membres de l'Assemblée sont admis à ses réunions en qualité d'observateurs.

4) *a)* L'Assemblée se réunit une fois tous les deux ans en session ordinaire, sur convocation du Directeur général et, sauf cas exceptionnels, pendant la même période et au même lieu que l'Assemblée générale de l'Organisation.

b) L'Assemblée se réunit en session extraordinaire sur convocation adressée par le Directeur général, à la demande d'un quart des pays membres de l'Assemblée.

c) L'ordre du jour de chaque session est préparé par le Directeur général.

5) L'Assemblée adopte son règlement intérieur.

Article 3
[Bureau international]

1) *a)* Les tâches relatives au dépôt international des dessins et modèles industriels ainsi que les autres tâches administratives incombant à l'Union particulière sont assurées par le Bureau international.

b) En particulier, le Bureau international prépare les réunions et assure le secrétariat de l'Assemblée et des comités d'experts et groupes de travail qu'elle peut créer.

c) Le Directeur général est le plus haut fonctionnaire de l'Union particulière et la représente.

2) Le Directeur général et tout membre du personnel désigné par lui prennent part, sans droit de vote, à toutes les réunions de l'Assemblée et de tout comité d'experts ou groupe de travail qu'elle peut créer. Le Directeur général ou un membre du personnel désigné par lui est d'office secrétaire de ces organes.

3) *a)* Le Bureau international, selon les directives de l'Assemblée, prépare les conférences de revision des dispositions de l'Arrangement.

b) Le Bureau international peut consulter des organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales sur la préparation des conférences de revision.

c) Le Directeur général et les personnes désignées par lui prennent part, sans droit de vote, aux délibérations dans ces conférences.

4) Le Bureau international exécute toutes autres tâches qui lui sont attribuées.

Article 4
[Finances]

1) *a)* L'Union particulière a un budget.

b) Le budget de l'Union particulière comprend les recettes et les dépenses propres à l'Union particulière, sa contribution au budget des dépenses communes aux Unions, ainsi que, le cas échéant, la somme mise à la disposition du budget de la Conférence de l'Organisation.

c) Sont considérées comme dépenses communes aux Unions les dépenses qui ne sont pas attribuées exclusivement à l'Union particulière mais également à une ou plusieurs autres Unions administrées par l'Organisation. La part de l'Union particulière dans ces dépenses communes est proportionnelle à l'intérêt que ces dépenses présentent pour elle.

2) Le budget de l'Union particulière est arrêté compte tenu des

exigences de coordination avec les budgets des autres Unions administrées par l'Organisation.

3) Le budget de l'Union particulière est financé par les ressources suivantes:

i) les taxes relatives au dépôt international et les taxes et sommes dues pour les autres services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière;

ii) le produit de la vente des publications du Bureau international concernant l'Union particulière et les droits afférents à ces publications;

iii) les dons, legs et subventions;

iv) les loyers, intérêts et autres revenus divers.

4) *a)* Le montant des taxes mentionnées à l'alinéa 3)i) est fixé par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général.

b) Ce montant est fixé de manière à ce que les recettes de l'Union particulière provenant des taxes et des autres sources de revenus permettent au moins de couvrir les dépenses du Bureau international intéressant l'Union particulière.

c) Dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le début d'un nouvel exercice, le budget de l'année précédente est reconduit selon les modalités prévues par le règlement financier.

5) Sous réserve des dispositions de l'alinéa 4)*a)*, le montant des taxes et sommes dues pour les autres services rendus par le Bureau international au titre de l'Union particulière est fixé par le Directeur général, qui en fait rapport à l'Assemblée.

6) *a)* L'Union particulière possède un fonds de roulement constitué par les excédents de recettes et, si de tels excédents ne suffisent pas, par un versement unique effectué par chaque pays de l'Union particulière. Si le fonds devient insuffisant, l'Assemblée décide de son augmentation.

b) Le montant du versement initial de chaque pays au fonds précité ou de sa participation à l'augmentation de celui-ci est proportionnel à la contribution de ce pays, en tant que membre de l'Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle, au budget de ladite Union pour l'année au cours de laquelle le fonds est constitué ou l'augmentation décidée.

c) La proportion et les modalités de versement sont arrêtées par l'Assemblée, sur proposition du Directeur général et après avis du Comité de coordination de l'Organisation.

7) *a)* L'accord de siège conclu avec le pays sur le territoire duquel l'Organisation a son siège prévoit que, si le fonds de roulement est insuffisant, ce pays accorde des avances. Le montant de ces avances et les conditions dans lesquelles elles sont accordées font l'objet, dans chaque cas, d'accords séparés entre le pays en cause et l'Organisation.

b) Le pays visé au sous-alinéa *a)* et l'Organisation ont chacun le droit de dénoncer l'engagement d'accorder des avances moyennant notification par écrit. La dénonciation prend effet trois ans après la fin de l'année au cours de laquelle elle a été notifiée.

8) La vérification des comptes est assurée, selon les modalités prévues par le règlement financier, par un ou plusieurs pays de l'Union particulière ou par des contrôleurs extérieurs, qui sont, avec leur consentement, désignés par l'Assemblée.

Article 5

[Modifications aux articles 2 à 5]

1) Des propositions de modification au présent Acte complémentaire peuvent être présentées par tout pays membre de l'Assemblée ou par le Directeur général. Ces propositions sont communiquées par ce dernier aux pays membres de l'Assemblée six mois au moins avant d'être soumises à l'examen de l'Assemblée.

2) Toute modification visée à l'alinéa 1) est adoptée par l'Assemblée. L'adoption requiert les trois quarts des votes exprimés; toutefois, toute modification de l'article 2 et du présent alinéa requiert les quatre cinquièmes des votes exprimés.

3) Toute modification visée à l'alinéa 1) entre en vigueur un mois après la réception par le Directeur général des notifications écrites d'acceptation, effectuée en conformité avec leurs règles constitutionnelles respectives, de la part des trois quarts des pays qui étaient membres de l'Assemblée au moment où la modification a été adoptée. Toute modification ainsi acceptée lie tous les pays qui sont membres de l'Assemblée au moment où la modification entre en vigueur ou qui en deviennent membres à une date ultérieure.

Article 6

[Modifications à l'Acte de 1934 et à l'Acte additionnel de 1961]

1) *a)* Les références, dans l'Acte de 1934, au « Bureau international de la propriété industrielle à Berne », au « Bureau international de Berne » ou au « Bureau international » sont à considérer comme se rapportant au Bureau international tel qu'il est défini à l'article 1 du présent Acte complémentaire.

b) L'article 15 de l'Acte de 1934 est abrogé.

c) Toute modification du règlement d'exécution visé à l'article 20 de l'Acte de 1934 s'effectue selon la procédure prescrite par l'article 2.2)*a)*iii) et 3)*d)*.

d) A l'article 21 de l'Acte de 1934, les mots « revisée en 1928 » sont remplacés par les mots « pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ».

e) Les références, dans l'article 22 de l'Acte de 1934, aux articles 16, 16*bis* et 17*bis* de la « Convention générale » sont à considérer comme se rapportant à celles des dispositions de l'Acte de Stockholm de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle qui, dans ledit Acte de Stockholm, correspondent aux articles 16, 16*bis* et 17*bis* des Actes antérieurs de la Convention de Paris.

2) *a)* Toute modification des taxes visées à l'article 3 de l'Acte additionnel de 1961 s'effectue selon la procédure prescrite par l'article 2.2)*a)*iii) et 3)*d)*.

b) L'alinéa 1) de l'article 4 de l'Acte additionnel de 1961, ainsi que les mots « lorsque le fonds de réserve a atteint ce montant » de l'alinéa 2) dudit article, sont abrogés.

c) Les références, dans l'article 6.2) de l'Acte additionnel de 1961, aux articles 16 et 16*bis* de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle sont à considérer comme se rapportant à celles des dispositions de l'Acte de Stockholm de ladite Convention qui, dans l'Acte de Stockholm, correspondent aux articles 16 et 16*bis* des Actes antérieurs de la Convention de Paris.

d) Les références, dans les alinéas 1) et 3) de l'article 7 de l'Acte additionnel de 1961, au Gouvernement de la Confédération suisse sont à considérer comme se rapportant au Directeur général.

Article 7

[Modifications à l'Acte de 1960]

1) Les références, dans l'Acte de 1960, au « Bureau de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle » ou au « Bureau international » sont à considérer comme se rapportant au Bureau international tel qu'il est défini à l'article 1 du présent Acte complémentaire.

2) Les articles 19, 20, 21 et 22 de l'Acte de 1960 sont abrogés.

3) Les références, dans l'Acte de 1960, au Gouvernement de la Confédération suisse sont à considérer comme se rapportant au Directeur général.

4) Dans l'article 29 de l'Acte de 1960, les mots « périodiques » (alinéa 1)) et « du Comité international des dessins ou modèles ou » (alinéa 2)) sont supprimés.

Article 8

[Ratification du présent Acte complémentaire; adhésion au même Acte]

1) *a)* Les pays qui, avant le 13 janvier 1968, ont ratifié l'Acte de 1934 ou l'Acte de 1960, ainsi que les pays qui ont adhéré à l'un au moins de ces Actes, peuvent signer et ratifier le présent Acte complémentaire ou peuvent y adhérer.

b) La ratification du présent Acte complémentaire, ou l'adhésion à celui-ci, par un pays qui est lié par l'Acte de 1934 sans être lié également par l'Acte additionnel de 1961 comporte la ratification automatique de l'Acte additionnel de 1961, ou l'adhésion automatique à celui-ci.

2) Les instruments de ratification et d'adhésion sont déposés auprès du Directeur général.

Article 9
[Entrée en vigueur du présent Acte complémentaire]

1) A l'égard des cinq pays qui ont, les premiers, déposé leurs instruments de ratification ou d'adhésion, le présent Acte complémentaire entre en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion.

2) A l'égard de tout autre pays, le présent Acte complémentaire entre en vigueur trois mois après la date à laquelle sa ratification ou son adhésion a été notifiée par le Directeur général, à moins qu'une date postérieure n'ait été indiquée dans l'instrument de ratification ou d'adhésion. Dans ce dernier cas, le présent Acte entre en vigueur, à l'égard de ce pays, à la date ainsi indiquée.

Article 10
[Acceptation automatique de certaines dispositions par certains pays]

1) Sous réserve de l'article 8 et de l'alinéa suivant, tout pays qui n'a pas ratifié l'Acte de 1934 ou qui n'y a pas adhéré devient lié par l'Acte additionnel de 1961 et par les articles 1 à 6 du présent Acte complémentaire à partir de la date à laquelle son adhesion à l'Acte de 1934 prend effet; toutefois, si à cette date le présent Acte complémentaire n'est pas encore entré en vigueur selon les termes de l'article 9.1), alors ce pays ne devient lié par lesdits articles du présent Acte complémentaire qu'à partir de l'entrée en vigueur de ce dernier Acte selon les termes de l'article 9.1).

2) Sous réserve de l'article 8 et de l'alinéa précédent, tout pays qui n'a pas ratifié l'Acte de 1960 ou qui n'y a pas adhéré devient lié par les articles 1 à 7 du présent Acte complémentaire à partir de la date à laquelle sa ratification de l'Acte de 1960 ou son adhésion à celui-ci prend effet; toutefois, si à cette date le présent Acte complémentaire n'est pas encore entré en vigueur selon les termes de l'article 9.1), alors ce pays ne devient lié par lesdits articles du présent Acte complémentaire qu'à partir de l'entrée en vigueur de ce dernier Acte selon les termes de l'article 9.1).

Article 11
[Signature, etc., du présent Acte complémentaire]

1) *a)* Le présent Acte complémentaire est signé en un seul exemplaire en langue française et déposé auprès du Gouvernement de la Suède.

b) Des textes officiels sont établis par le Directeur général, après consultation des Gouvernements intéressés, dans les autres langues que l'Assemblée pourra indiquer.

2) Le présent Acte complémentaire reste ouvert à la signature, à Stockholm, jusqu'au 13 janvier 1968.

3) Le Directeur général transmet deux copies, certifiées conformes par le Gouvernement de la Suède, du texte signé du présent Acte complémentaire aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière et, sur demande, au Gouvernement de tout autre pays.

4) Le Directeur général fait enregistrer le présent Acte complémentaire auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

5) Le Directeur général notifie aux Gouvernements de tous les pays de l'Union particulière les signatures, les dépôts d'instruments de ratification ou d'adhésion, l'entrée en vigueur et toute autre notification appropriée.

Article 12
[Clause transitoire]

Jusqu'à l'entrée en fonction du premier Directeur général, les références, dans le présent Acte complémentaire, au Bureau international de l'Organisation ou au Directeur général sont considérées comme se rapportant respectivement au Bureau de l'Union établie par la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, ou à son Directeur.

ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ ΓΙΑ ΤΗ ΔΙΕΘΝΗ ΚΑΤΑΘΕΣΗ ΤΩΝ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΚΩΝ ΣΧΕΔΙΩΝ ΚΑΙ ΥΠΟΔΕΙΓΜΑΤΩΝ ΤΗΣ 6ΗΣ ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1925

ΠΡΑΞΗ ΤΗΣ ΧΑΓΗΣ ΤΗΣ 28ΗΣ ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1960

Άρθρο 1

1) Τα Συμβαλλόμενα Κράτη συνιστούν ιδιαίτερη Ένωση για τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων.

2) Μόνο τα Κράτη - Μέλη της Διεθνούς Ενώσεως για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας μπορούν να γίνουν μέλη και του παρόντος Διακανονισμού.

Άρθρο 2

Κατά την έννοια του παρόντος Διακανονισμού νοείται ως:

"Διακανονισμός του 1925", ο Διακανονισμός της Χάγης που αφορά τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων της 6ης Νοεμβρίου 1925.

"Διακανονισμός του 1934", ο Διακανονισμός της Χάγης που αφορά τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων της 6ης Νοεμβρίου 1925, έτσι όπως αναθεωρήθηκε στο Λονδίνο στις 2 Ιουνίου 1934.

"Ο παρών Διακανονισμός", ο Διακανονισμός της Χάγης που αφορά τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων, έτσι όπως προκύπτει από την παρούσα Πράξη.

"Ο Κανονισμός", Ο Εκτελεστικός Κανονισμός του παρόντος Διακανονισμού.

"Διεθνές Γραφείο", το Γραφείο της Διεθνούς Ενώσεως για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

"Διεθνής κατάθεση", η κατάθεση που πραγματοποιείται ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου.

"Εθνική κατάθεση", η κατάθεση που πραγματοποιείται ενώπιον της εθνικής αρχής ενός Συμβαλλόμενου Κράτους.

"Πολλαπλή κατάθεση", η κατάθεση που περιλαμβάνει περισσότερα σχέδια ή υποδείγματα.

"Κράτος προέλευσης διεθνούς κατάθεσης", το Συμβαλλόμενο Κράτος στο οποίο ο καταθέτης έχει πραγματική και μόνιμη βιομηχανική ή εμπορική εγκατάσταση ή στην περίπτωση που ο καταθέτης έχει παρόμοιες εγκαταστάσεις σε περισσότερα Συμβαλλόμενα Κράτη, το Κράτος εκείνο από τα Συμβαλλόμενα το οποίο έχει προσδιορίσει με την αίτησή του. Εάν δεν υπάρχει παρόμοια εγκατάσταση σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος, το Κράτος στο οποίο έχει την κατοικία του. Εάν δεν υπάρχει κατοικία σε ένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη, το Κράτος του οποίου είναι υπήκοος.

"Κράτος που προβαίνει σε εξέταση του νέου χαρακτήρα", το Κράτος εκείνο του οποίου η εθνική νομοθεσία προβλέπει σύστημα που περιλαμβάνει προηγούμενη εξέταση και έρευνα που πραγματοποιούνται εξ επαγγέλματος από την εθνική διοίκηση και αφορούν το νέο χαρακτήρα όλων των κατατιθέμενων σχεδίων και υποδειγμάτων.

Άρθρο 3

Οι υπήκοοι των Συμβαλλόμενων Κρατών ή τα πρόσωπα εκείνα τα οποία παρόλο ότι δεν είναι υπήκοοι ενός από τα Συμβαλλόμενα αυτά Κράτη κατοικούν ή έχουν την πραγματική και μόνιμη βιομηχανική ή εμπορική εγκατάστασή τους στο έδαφος ενός από τα εν λόγω Κράτη, μπορούν να καταθέτουν σχέδια ή υποδείγματα ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου.

Άρθρο 4

1) Η διεθνής κατάθεση μπορεί να πραγματοποιηθεί στο Διεθνές Γραφείο:

1ο. απευθείας ή

2ο. διαμέσου της εθνικής αρχής ενός Συμβαλλόμενου Κράτους, εφόσον η εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού το επιτρέπει.

2) Η εθνική νομοθεσία κάθε Συμβαλλόμενου Κράτους μπορεί να απαιτήσει ότι κάθε διεθνής κατάθεση για το εν λόγω Κράτος η οποία προέρχεται από το Κράτος αυτό, πρέπει να κατατίθεται διαμέσου της εθνικής του αρχής. Η μη τήρηση της προδιαγραφής αυτής δεν επηρεάζει τα αποτελέσματα της διεθνούς κατάθεσης στα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη.

Άρθρο 5

1) Η διεθνής κατάθεση περιλαμβάνει αίτηση, μία ή περισσότερες φωτογραφίες ή οποιεσδήποτε άλλες γραφικές παραστάσεις του σχεδίου ή του υποδείγματος, καθώς επίσης και πληρωμή των τελών που προβλέπονται από τον Κανονισμό.

2) Η αίτηση περιέχει:

1ο. κατάλογο των Συμβαλλόμενων Κρατών στα οποία ο καταθέτης επιθυμεί να παράγει αποτελέσματα η διεθνής κατάθεση,

2ο. προσδιορισμό του αντικειμένου ή των αντικειμένων στα οποία το σχέδιο ή το υπόδειγμα προορίζεται να ενσωματωθεί,

3ο. στην περίπτωση που ο καταθέτης επιθυμεί να διεκδικήσει την προτεραιότητα που αναφέρεται στο άρθρο 9, μνεία της ημερομηνίας, του Κράτους και του αριθμού κατάθεσης από την οποία γεννιέται το δικαίωμα προτεραιότητας,

4ο. κάθε άλλη πληροφορία που προβλέπεται από τον Κανονισμό.

3) α) Η αίτηση μπορεί επίσης να περιέχει:

1ο. σύντομη περιγραφή των χαρακτηριστικών στοιχείων του σχεδίου ή του υποδείγματος,

2ο. δήλωση στην οποία αναφέρεται το επώνυμο του πραγματικού δημιουργού του σχεδίου ή του υποδείγματος,

3ο. αίτημα αναστολής της δημοσίευσης, έτσι όπως προβλέπεται στο άρθρο 6 παράγραφος 4.

β) Μπορούν επίσης να επισυναφθούν στην αίτηση αντίγραφα ή μακέτες του αντικειμένου στο οποίο ενσωματώνεται το σχέδιο ή το υπόδειγμα.

4) Η πολλαπλή κατάθεση μπορεί να περιλαμβάνει περισσότερα σχέδια ή υποδείγματα τα οποία προορίζονται να ενσωματωθούν σε αντικείμενα που ανήκουν στην ίδια κατηγορία της διεθνούς ταξινόμησης σχεδίων και υποδειγμάτων που αναφέρονται στο άρθρο 21 παράγραφος 2, αριθμός 4.

Άρθρο 6

1) Το Διεθνές Γραφείο διατηρεί διεθνές Μητρώο σχεδίων και υποδειγμάτων και προβαίνει στην καταχώριση των διεθνών καταθέσεων.

2) Η διεθνής κατάθεση θεωρείται ότι έχει αποτελέσματα από την ημερομηνία κατά την οποία το Διεθνές

Γραφείο παρέλαβε την αίτηση σε πλήρη μορφή, τα τέλη που έπρεπε να πληρωθούν μαζί με την αίτηση και μία ή περισσότερες φωτογραφίες ή κάθε άλλη γραφική παράσταση του σχεδίου ή του υποδείγματος ή, εφόσον αυτά δεν κατατέθηκαν συγχρόνως, την ημερομηνία εκείνη κατά την οποία έχει συμπληρωθεί και η τελευταία από τις διατυπώσεις αυτές. Η καταχώριση έχει την ίδια ημερομηνία.

3) α) Για κάθε διεθνή κατάθεση το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει σε περιοδικό δελτίο:

1ο. αναπαραγωγές σε άσπρο και μαύρο ή, μετά από αίτημα του καταθέτη, τις έγχρωμες αναπαραγωγές, τις φωτογραφίες και όλες τις άλλες γραφικές παραστάσεις που έχουν κατατεθεί,

2ο. την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης,

3ο. τις πληροφορίες που προβλέπονται από τον Κανονισμό.

β) Το Διεθνές Γραφείο οφείλει να αποστέλλει μέσα σε σύντομο χρονικό διάστημα το περιοδικό δελτίο στις εθνικές διοικήσεις.

4) α) Η δημοσίευση που προβλέπεται στην παράγραφο 3 γράμμα α μπορεί να αναβληθεί, μετά από αίτημα του καταθέτη, για το χρονικό διάστημα που ζητήθηκε. Το διάστημα αυτό δεν μπορεί να είναι μεγαλύτερο από δώδεκα (12) μήνες, που υπολογίζονται από την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης. Εν τούτοις, εάν διεκδικείται προτεραιότητα, το χρονικό σημείο έναρξης της περιόδου αυτής είναι η ημερομηνία της προτεραιότητας.

β) Κατά τη διάρκεια της περιόδου που αναφέρεται στο πρώτο παραπάνω γράμμα, ο καταθέτης μπορεί, σε κάθε χρονική στιγμή, να ζητήσει την άμεση δημοσίευση ή να αποσύρει την κατάθεσή του. Η απόσυρση της κατάθεσης μπορεί να αφορά ένα ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Κράτη και, σε περίπτωση πολλαπλής κατάθεσης, να περιλαμβάνει μέρος μόνο των σχεδίων ή υποδειγμάτων που αφορούν την εν λόγω κατάθεση.

γ) Εάν ο καταθέτης δεν πληρώσει στις προκαθορισμένες προθεσμίες τα απαιτούμενα τέλη πριν από τη λήξη της περιόδου που αναφέρεται στο παραπάνω γράμμα α, το Διεθνές Γραφείο προβαίνει στη διαγραφή της κατάθεσης και δεν πραγματοποιεί τη δημοσίευση που αναφέρεται στην παράγραφο 3, εδάφιο α΄.

δ) Μέχρι τη λήξη της περιόδου που αναφέρεται στο παραπάνω εδάφιο α΄, το Διεθνές Γραφείο διατηρεί απόρρητη την καταχώριση της κατάθεσης που συνοδεύεται από αίτημα για δημοσίευση σε μεταγενέστερο χρόνο και το κοινό δεν μπορεί να λάβει γνώση κανενός εγγράφου ή αντικειμένου που αφορά την κατάθεση αυτή. Οι διατάξεις αυτές εφαρμόζονται χωρίς χρονικό περιορισμό, εφόσον βέβαια ο καταθέτης έχει αποσύρει την κατάθεσή του πριν από τη λήξη της εν λόγω περιόδου.

5) Εκτός από τις περιπτώσεις που προβλέπονται στο άρθρο 4, το κοινό μπορεί να λαμβάνει γνώση του Μητρώου, καθώς επίσης και όλων των εγγράφων και αντικειμένων που έχουν κατατεθεί στο Διεθνές Γραφείο.

Άρθρο 7

1) α) Κάθε καταχωρημένη κατάθεση στο Διεθνές Γραφείο παράγει, σε καθένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη που έχουν προσδιορισθεί από τον καταθέτη με την αίτησή του, τα ίδια αποτελέσματα σαν να έχουν εκπληρωθεί όλες οι διατυπώσεις που προβλέπονται από την εθνική νομοθεσία για να χορηγηθεί προστασία στον καταθέτη και σαν να είχαν συμπληρωθεί όλες οι προβλεπόμενες διοικητικές πράξεις για τον ίδιο λόγο από τη διοίκηση του Κράτους αυτού.

β) Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 11, η προστασία των σχεδίων ή υποδειγμάτων, τα οποία αποτελούν αντικείμενο καταχωρημένης κατάθεσης στο Διεθνές Γραφείο, διέπεται για καθένα από τα εν λόγω Κράτη από τις διατάξεις του εθνικού νόμου που εφαρμόζεται στο εν λόγω Κράτος στα σχέδια και υποδείγματα για τα οποία ζητείται προστασία μέσω της εθνικής οδού κατάθεσης και για τα οποία συντρέχουν όλες οι διαδικασίες και έχουν συμπληρωθεί όλες οι διοικητικές πράξεις.

2) Η διεθνής κατάθεση δεν παράγει αποτελέσματα στο Κράτος προέλευσης, εάν έτσι προβλέπει η νομοθεσία του Κράτους αυτού.

Άρθρο 8

1) Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 7, η εθνική διοίκηση ενός Συμβαλλόμενου Κράτους, για το οποίο η εθνική νομοθεσία προβλέπει άρνηση προστασίας μετά από εξ επαγγέλματος διοικητική εξέταση ή μετά από ένσταση τρίτου, οφείλει, σε περίπτωση άρνησης προστασίας, να γνωστοποιήσει μέσα σε προθεσμία έξι (6) μηνών στο Διεθνές Γραφείο ότι το σχέδιο ή το υπόδειγμα δεν ανταποκρίνεται στις απαιτήσεις που η νομοθεσία αυτή εφαρμόζει, εξαιρουμένων των διαδικασιών και των διοικητικών πράξεων που αναφέρονται στο άρθρο 7 παράγραφος 1. Εάν η άρνηση δεν γνωστοποιηθεί μέσα στην προθεσμία έξι (6) μηνών, η διεθνής κατάθεση έχει αποτελέσματα για το Κράτος αυτό από την ημερομηνία κατάθεσής της. Εν τούτοις, για όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη τα οποία προβαίνουν σε εξέταση του νέου χαρακτήρα, αν δεν έχει κοινοποιηθεί η άρνηση κατά τη διάρκεια της προθεσμίας των έξι (6) μηνών, η διεθνής κατάθεση, διατηρώντας την προτεραιότητά της, έχει αποτελέσματα για το εν λόγω Κράτος από την ημερομηνία λήξης της προθεσμίας αυτής, εκτός αν η εθνική νομοθεσία προβλέπει προγενέστερη ημερομηνία για τις καταθέσεις που πραγματοποιούνται ενώπιον της εθνικής διοίκησης.

2) Η προθεσμία των έξι (6) μηνών που προβλέπεται στην παράγραφο 1 πρέπει να υπολογισθεί από την ημερομηνία κατά την οποία η εθνική αρχή παρέλαβε τον αριθμό του περιοδικού δελτίου όπου δημοσιεύθηκε η καταχώριση της διεθνούς κατάθεσης. Η εθνική αρχή οφείλει να γνωστοποιεί σε οποιονδήποτε τρίτο το ζητήσει την ημερομηνία αυτή.

3) Ο καταθέτης έχει τα ίδια μέσα προσφυγής κατά της απορριπτικής απόφασης της εθνικής αρχής που αναφέρεται στην παράγραφο 1 με εκείνα που θα είχε σε περίπτωση αντίστοιχης κατάθεσης του σχεδίου του ή του υποδείγματος ενώπιον της εν λόγω αρχής. Σε κάθε περίπτωση, η απόφαση απόρριψης μπορεί να γίνει αντικείμενο επανεξέτασης ή προσφυγής. Η κοινοποίηση της απόφασης πρέπει να περιλαμβάνει:

1ο. τους λόγους για τους οποίους αποφασίσθηκε ότι το σχέδιο ή το υπόδειγμα δεν ανταποκρίνεται στις απαιτήσεις της εθνικής νομοθεσίας,

2ο. την ημερομηνία που αναφέρεται στην παρ. 2,

3ο. την προθεσμία που χορηγείται για την αίτηση επανεξέτασης ή για την κατάθεση της προσφυγής,

4ο. την αρχή προς την οποία η αίτηση αυτή ή η προσφυγή πρέπει να απευθυνθούν.

4) α) Η εθνική αρχή ενός Συμβαλλόμενου Κράτους στο οποίο η εθνική νομοθεσία περιέχει διατάξεις παρόμοιες με εκείνες που προβλέπονται στην παραπάνω παράγραφο 1 και η οποία απαιτεί δήλωση αναφοράς του επωνύμου του πραγματικού δημιουργού του σχεδίου ή του υποδείγματος ή απαιτεί περιγραφή του εν λόγω σχεδίου ή υποδείγματος, μπορεί να ζητήσει, μέσα σε προθεσμία που δεν μπορεί να είναι μικρότερη από εξήντα (60) ημέρες από την ημερομηνία αποστολής σχετικής αίτησης από την αρχή αυτή, να προσκομίσει ο καταθέτης στη γλώσσα στην οποία συντάχθηκε η κατατεθείσα αίτηση στο Διεθνές Γραφείο:

1ο. δήλωση που να προσδιορίζει τον πραγματικό δημιουργό του σχεδίου ή του υποδείγματος,

2ο. σύντομη περιγραφή που να αναφέρει τα βασικά χαρακτηριστικά στοιχεία του σχεδίου ή του υποδείγματος, έτσι όπως φαίνονται από τις φωτογραφίες ή τις άλλες γραφικές παραστάσεις.

β) Για την κατάθεση μίας τέτοιας δήλωσης ή μίας παρόμοιας περιγραφής ή για την πιθανή δημοσίευσή τους με τη φροντίδα της εθνικής αρχής δεν εισπράττεται τέλος από την εθνική αρχή.

5) α) Καθένα από τα Κράτη - Μέλη στα οποία η εθνική νομοθεσία περιλαμβάνει παρόμοιες διατάξεις με εκείνες που προβλέπονται στην παραπάνω παράγραφο 1 οφείλει να ενημερώσει το Διεθνές Γραφείο.

β) Εάν η νομοθεσία ενός Συμβαλλόμενου Κράτους προβλέπει περισσότερα συστήματα προστασίας των σχεδίων και των υποδειγμάτων και εφόσον ένα από τα συστήματα αυτά περιλαμβάνει την εξέταση του νέου χαρακτήρα, οι διατάξεις του παρόντος Διακανονισμού σχετικά με τα Κράτη που εφαρμόζουν παρόμοια εξέταση δεν εφαρμόζονται παρά μόνον σε ό,τι αφορά το εν λόγω σύστημα.

Άρθρο 9

Εάν η διεθνής κατάθεση του σχεδίου ή υποδείγματος έχει πραγματοποιηθεί μετά την πρώτη κατάθεση του ιδίου σχεδίου και υποδείγματος σε ένα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη της Διεθνούς Ενώσεως για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας και εφόσον ζητείται προτεραιότητα για τη διεθνή κατάθεση, ως ημερομηνία προτεραιότητας θεωρείται η ημερομηνία της πρώτης κατάθεσης.

Άρθρο 10

1) Η διεθνής κατάθεση μπορεί να ανανεώνεται για πέντε (5) χρόνια με μία μόνο πληρωμή κατά τη διάρκεια του τελευταίου έτους κάθε πενταετούς περιόδου. Τα τέλη ανανέωσης καθορίζονται από τον Κανονισμό.

2) Περίοδος χάριτος έξι (6) μηνών χορηγείται για τις ανανεώσεις της διεθνούς κατάθεσης με πληρωμή προστίμου που καθορίζεται από τον Κανονισμό.

3) Κατά την πληρωμή των τελών ανανέωσης πρέπει να προσδιορισθούν ο αριθμός της διεθνούς κατάθεσης, και εφόσον η ανανέωση δεν πραγματοποιείται για όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη, στα οποία η κατάθεση πρόκειται να λήξει, εκείνα τα Κράτη στα οποία αφορά η ανανέωση.

4) Η ανανέωση μπορεί να περιορισθεί σε μέρος μόνο των σχεδίων και υποδειγμάτων τα οποία περιλαμβάνονται σε πολλαπλή κατάθεση.

5) Το Διεθνές Γραφείο καταχωρεί και δημοσιεύει τις ανανεώσεις.

Άρθρο 11

1) α) Η διάρκεια προστασίας που χορηγείται από το Συμβαλλόμενο Κράτος στα σχέδια ή υποδείγματα που αποτέλεσαν αντικείμενο διεθνούς κατάθεσης δεν μπορεί να είναι μικρότερη από:

1ο. Δέκα (10) χρόνια που υπολογίζονται από την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης στην περίπτωση που η κατάθεση αποτέλεσε αντικείμενο μίας ανανέωσης.

2ο. Πέντε (5) χρόνια που υπολογίζονται από την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης σε περίπτωση που δεν υπήρξε ανανέωση.

β) Παρ' όλα αυτά, εάν σύμφωνα με τις διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας του Συμβαλλόμενου Κράτους το οποίο προβαίνει σε εξέταση του νέου χαρακτήρα, η προστασία αρχίζει από ημερομηνία μεταγενέστερη εκείνης της διεθνούς κατάθεσης, οι ελάχιστες περίοδοι που προβλέπονται στο εδάφιο α' υπολογίζονται από την ημερομηνία έναρξης προστασίας στο Κράτος αυτό. Το γεγονός ότι η διεθνής κατάθεση δεν έχει ανανεωθεί ή δεν ανανεώθηκε παρά μόνο μια φορά δεν επηρεάζει την ελάχιστη χρονική περίοδο της χορηγούμενης προστασίας, έτσι όπως έχει καθορισθεί.

2) Εάν η νομοθεσία του Συμβαλλόμενου Κράτους προβλέπει για τα σχέδια και υποδείγματα, τα οποία αποτέλεσαν αντικείμενο εθνικής κατάθεσης, προστασία για την οποία η χρονική διάρκεια με ή χωρίς ανανέωση είναι μεγαλύτερη από δέκα (10) χρόνια, τότε προστασία για αντίστοιχη περίοδο χορηγείται στο Κράτος αυτό με βάση τη διεθνή κατάθεση και τις ανανεώσεις των σχεδίων ή υποδειγμάτων που αποτέλεσαν αντικείμενο της διεθνούς κατάθεσης.

3) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί στην εθνική του νομοθεσία να περιορίσει τη διάρκεια προστασίας των σχεδίων και υποδειγμάτων, τα οποία αποτέλεσαν αντικείμενο διεθνούς κατάθεσης, στις περιόδους προστασίας που προβλέπονται στην παράγραφο 1. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 1 εδάφιο β', η προστασία παύει σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος κατά την ημερομηνία λήξης της διεθνούς κατάθεσης, εκτός εάν η εθνική νομοθεσία του Κράτους αυτού προβλέπει ότι η προστασία συνεχίζεται μετά την ημερομηνία λήξης της διεθνούς κατάθεσης.

Άρθρο 12

1) Το Διεθνές Γραφείο οφείλει να καταχωρεί και να δημοσιεύει κάθε αλλαγή που αναφέρεται στην ιδιοκτησία ενός σχεδίου ή υποδείγματος που αποτελεί αντικείμενο ισχύουσας διεθνούς κατάθεσης. Εννοείται ότι η μεταβίβαση της ιδιοκτησίας μπορεί να περιορισθεί στα δικαιώματα που απορρέουν από την εν λόγω κατάθεση για ένα μόνο ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Κράτη και σε περίπτωση πολλαπλής κατάθεσης για μέρος μόνο από τα σχέδια ή υποδείγματα τα οποία περιλαμβάνονται στην εν λόγω κατάθεση.

2) Η καταχώριση που προβλέπεται στην παράγραφο 1 παράγει τα ίδια αποτελέσματα με εκείνη που πραγματοποιείται στις εθνικές αρχές των Κρατών - Μελών.

Άρθρο 13

1) Ο δικαιούχος διεθνούς κατάθεσης μπορεί με βάση δήλωσή του, που απευθύνεται στο Διεθνές Γραφείο, να παραιτηθεί από τα δικαιώματά του για όλα τα Συμ-

βαλλόμενα Κράτη ή για μερικά μόνο από αυτά και, σε περίπτωση πολλαπλής κατάθεσης, για ένα μέρος μόνο των σχεδίων και των υποδειγμάτων που περιέχονται στην εν λόγω κατάθεση.

2) Το Διεθνές Γραφείο καταχωρεί τη δήλωση και τη δημοσιεύει.

Άρθρο 14

1) Τα Συμβαλλόμενα Κράτη δεν μπορούν να απαιτήσουν, για την αναγνώριση του δικαιώματος, την αναγραφή ένδειξης ή μνείας της κατάθεσης του σχεδίου ή υποδείγματος στο αντικείμενο όπου είναι ενσωματωμένο το εν λόγω σχέδιο ή υπόδειγμα.

2) Εάν η εθνική νομοθεσία ενός Κράτους - μέλους προβλέπει την τοποθέτηση μνείας επιφύλαξης για άλλους λόγους, το Κράτος αυτό οφείλει να θεωρήσει ότι η απαίτηση αυτή έχει ικανοποιηθεί, εάν όλα τα αντικείμενα που παρουσιάζονται στο κοινό με τη συναίνεση του δικαιούχου του σχεδίου ή υποδείγματος ή οι ετικέτες που επικολλούνται στα αντικείμενα περιέχουν τη διεθνή μνεία επιφύλαξης.

3) Πρέπει να θεωρείται ως μνεία διεθνούς κατάθεσης το σύμβολο (D) (κεφαλαίο γράμμα D μέσα σε κύκλο) το οποίο συνοδεύεται είτε:

1ο. από την ένδειξη της χρονολογίας της διεθνούς κατάθεσης και του ονόματος ή τη συνηθισμένη σύντμηση του επωνύμου του καταθέτη, είτε

2ο. τον αριθμό της διεθνούς κατάθεσης.

4) Μόνο η τοποθέτηση της μνείας διεθνούς επιφύλαξης στα αντικείμενα ή τις ετικέτες δεν μπορεί με κανένα τρόπο να ερμηνευθεί ότι αποτελεί παραίτηση από την προστασία με βάση την πνευματική ιδιοκτησία ή με όποια άλλη βάση όταν, χωρίς τη μνεία αυτή, η προστασία αυτή θα παρεχόταν.

Άρθρο 15

1) Τα τέλη που προβλέπονται από τον Κανονισμό περιλαμβάνουν:

1ο. τα τέλη για το Διεθνές Γραφείο,

2ο. τέλη για τα οριζόμενα από τον καταθέτη Συμβαλλόμενα Κράτη, δηλαδή:

α) τέλος για κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος,

β) τέλος για κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος που προβαίνει σε εξέταση του νέου χαρακτήρα και απαιτεί πληρωμή τέλους για να πραγματοποιήσει την εξέταση αυτή.

2) Για την ίδια κατάθεση τα τέλη που πληρώνονται για ένα Συμβαλλόμενο Κράτος με βάση τις διατάξεις της παραγράφου 1, αριθμός 2ο, γράμμα α αφαιρούνται από το ποσό του τέλους που προβλέπεται στην παράγραφο 1, αριθμός 2ο, εδάφιο β', στην περίπτωση που το τελευταίο αυτό τέλος γίνει απαιτητό από το Κράτος αυτό.

Άρθρο 16

1) Τα τέλη για τα Συμβαλλόμενα Κράτη που αναφέρονται στο άρθρο 15, παράγραφος 1, αριθμός 2ο εισπράττονται από το Διεθνές Γραφείο, το οποίο κάθε χρόνο τα επιστρέφει στα οριζόμενα από τον καταθέτη Συμβαλλόμενα Κράτη.

2) α) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να δηλώσει στο Διεθνές Γραφείο ότι παραιτείται από την απαίτηση της πληρωμής των συμπληρωματικών τελών που αναφέρονται στο άρθρο 15 παράγραφος 1, αριθμός 2ο, εδάφιο α', σε ό,τι αφορά τις διεθνείς καταθέσεις για τις οποίες άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη που έχουν και εκείνα δηλώσει την ίδια παραίτηση θεωρούνται Κράτη προέλευσης.

β) Οι ίδιες παραιτήσεις μπορεί να δηλωθούν σε ό,τι αφορά τη διεθνή κατάθεση για την οποία το Κράτος θεωρείται Κράτος προέλευσης.

Άρθρο 17

Ο Εκτελεστικός Κανονισμός καθορίζει τις λεπτομέρειες εφαρμογής του παρόντος Διακανονισμού και ιδίως:

1ο. τις γλώσσες και τον αριθμό των αντιτύπων στα οποία θα πρέπει να συντάσσεται η αίτηση κατάθεσης, καθώς επίσης και τις πληροφορίες που πρέπει να περιέχει η αίτηση,

2ο. τα ποσά, τις ημερομηνίες οφειλόμενης πληρωμής και τον τρόπο πληρωμής των τελών που προορίζονται για το Διεθνές Γραφείο και τα Κράτη - Μέλη, συμπεριλαμβανομένων των περιορισμών που επιβάλλονται στο τέλος το οποίο προβλέπεται για τα Κράτη - Μέλη τα οποία προβαίνουν σε εξέταση του νέου χαρακτήρα,

3ο. τον αριθμό, το σχήμα και τα άλλα χαρακτηριστικά των φωτογραφιών ή των άλλων γραφικών παραστάσεων που αφορούν καθένα από τα σχέδια ή υποδείγματα που κατατίθενται,

4ο. την περιγραφή των χαρακτηριστικών στοιχείων του σχεδίου ή υποδείγματος,

5ο. τους περιορισμούς και τις προϋποθέσεις με τις οποίες τα αντίτυπα ή οι μακέτες των αντικειμένων στα οποία είναι ενσωματωμένο το κατατεθέν σχέδιο ή υπόδειγμα μπορούν να επισυναφθούν στην αίτηση,

6ο. τον αριθμό των σχεδίων ή υποδειγμάτων που μπορούν να συμπεριληφθούν στην πολλαπλή κατάθεση, καθώς επίσης και τις διατάξεις που εφαρμόζονται για τις πολλαπλές καταθέσεις,

7ο. κάθε θέμα που αφορά τη δημοσίευση και τη διανομή του περιοδικού δελτίου που αναφέρεται στο άρθρο 6, παράγραφος 3, εδάφιο α', συμπεριλαμβανομένου του αριθμού των αντιτύπων του δελτίου τα οποία διατίθενται δωρεάν στις εθνικές αρχές, καθώς επίσης και του αριθμού των αντιτύπων που μπορούν να πωλούνται με μειωμένη τιμή στις αρχές αυτές,

8ο. τη διαδικασία κοινοποίησης από τα Συμβαλλόμενα Κράτη των αποφάσεων απόρριψης που αναφέρονται στο άρθρο 8 παράγραφος 1, καθώς επίσης και τη διαδικασία που αφορά τη γνωστοποίηση και δημοσίευση των αποφάσεων αυτών με τη φροντίδα του Διεθνούς Γραφείου,

9ο. τις προϋποθέσεις με τις οποίες πρέπει να πραγματοποιούνται από το Διεθνές Γραφείο η καταχώριση και η δημοσίευση των αλλαγών που αφορούν την ιδιοκτησία σε ένα σχέδιο ή υπόδειγμα και αναφέρονται στο άρθρο 12 παράγραφος 1, καθώς επίσης και τις παραιτήσεις που αναφέρονται στο άρθρο 13,

10ο. την τύχη που θα πρέπει να έχουν τα έγγραφα και τα αντικείμενα που σχετίζονται με καταθέσεις οι οποίες δεν μπορούν πια να ανανεωθούν.

Άρθρο 18

Οι διατάξεις του παρόντος Διακανονισμού δεν εμποδίζουν την απαίτηση εφαρμογής ευρύτερων διατάξεων που θα προβλέπονταν από την εθνική νομοθεσία ενός Συμβαλλόμενου Κράτους και δεν επηρεάζουν με κανένα

τρόπο την προστασία που χορηγείται στα καλλιτεχνικά έργα και έργα εφαρμοσμένων τεχνών από τις διεθνείς συνθήκες και συμβάσεις που αφορούν την πνευματική ιδιοκτησία.

Άρθρο 19

Τα τέλη του Διεθνούς Γραφείου πληρώνονται για τις υπηρεσίες που προβλέπονται στον παρόντα Διακανονισμό και καθορίζονται έτσι ώστε:

α) να καλύπτονται όλα τα έξοδα της Διεθνούς Υπηρεσίας σχεδίων και υποδειγμάτων, καθώς επίσης και όλα τα έξοδα που είναι απαραίτητα για την προετοιμασία και την πραγματοποίηση των συσκέψεων της Διεθνούς Επιτροπής σχεδίων και υποδειγμάτων ή των διασκέψεων αναθεώρησης του παρόντος Διακανονισμού,

β) να επιτρέπουν τη διατήρηση του αποθεματικού που αναφέρεται στο άρθρο 20.

Άρθρο 20

1) Συνιστάται αποθεματικό του οποίου το ποσό ανέρχεται σε 250.000 ελβετικά φράγκα. Το ποσό αυτό μπορεί να τροποποιείται με απόφαση της Διεθνούς Επιτροπής σχεδίων και υποδειγμάτων που αναφέρεται στο άρθρο 21.

2) Στο αποθεματικό αυτό κατατίθεται το πλεόνασμα από τα έσοδα της Διεθνούς Υπηρεσίας σχεδίων ή υποδειγμάτων.

3) α) Πάντως, αμέσως μετά την έναρξη ισχύος του παρόντος Διακανονισμού το αποθεματικό δημιουργείται από καταβολές οι οποίες προέρχονται από καθένα από τα Κράτη μιας εφάπαξ συνεισφοράς που υπολογίζεται για καθένα από αυτά τα Κράτη με βάση τον αριθμό των ενοτήτων που αντιστοιχούν στην κλάση στην οποία ανήκουν, σύμφωνα με το άρθρο 13 παράγραφος 8 της Συμβάσεως των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας.

β) Τα Κράτη που γίνονται μέλη του παρόντος Διακανονισμού μετά την έναρξη ισχύος του πρέπει και αυτά να καταβάλουν εφάπαξ συνεισφορά. Η συνεισφορά αυτή υπολογίζεται σύμφωνα με τις κατευθυντήριες γραμμές που έχουν ορισθεί στην παραπάνω παράγραφο, έτσι ώστε όλα τα Κράτη, οποιαδήποτε και αν είναι η ημερομηνία προσχώρησής τους στον παρόντα Διακανονισμό να καταβάλουν την ίδια συνεισφορά κατά μονάδα.

4) Στην περίπτωση που το ποσό του αποθεματικού θα ξεπεράσει το προβλεπόμενο όριο, το υπερβάλλον ποσό μοιράζεται περιοδικά στα Συμβαλλόμενα Κράτη κατ' αναλογία της συνεισφοράς που καταβλήθηκε από αυτά μέχρι να καλυφθεί πλήρως το ποσό της συνεισφοράς αυτής.

5) Στην περίπτωση που έχουν πλήρως επιστραφεί οι εφάπαξ συνεισφορές η Διεθνής Επιτροπή σχεδίων και υποδειγμάτων μπορεί να αποφασίσει ότι δεν απαιτείται πλέον η καταβολή συνεισφορών από τα Κράτη που γίνονται μεταγενέστερα μέλη του παρόντος Διακανονισμού.

Άρθρο 21

1) Συνιστάται Διεθνής Επιτροπή σχεδίων και υποδειγμάτων, η οποία αποτελείται από αντιπροσώπους όλων των Συμβαλλόμενων Κρατών.

2) Η Επιτροπή έχει τις ακόλουθες αρμοδιότητες:

1ο. συντάσσει τον εσωτερικό Κανονισμό,

2ο. τροποποιεί τον εκτελεστικό Κανονισμό,

3ο. τροποποιεί το ανώτατο καθοριζόμενο ποσό του αποθεματικού που αναφέρεται στο άρθρο 20,

4ο. συντάσσει τη διεθνή ταξινόμηση των σχεδίων και υποδειγμάτων,

5ο. μελετά τα προβλήματα που σχετίζονται με την εφαρμογή και την πιθανή αναθεώρηση του παρόντος Διακανονισμού,

6ο. μελετά τυχόν άλλα προβλήματα που σχετίζονται με τη διεθνή προστασία των σχεδίων και υποδειγμάτων,

7ο. εκφέρει γνώμη για τους ετήσιους απολογισμούς διαχείρισης του Διεθνούς Γραφείου και δίδει γενικές κατευθυντήριες γραμμές στο Γραφείο αυτό που αφορούν την εκτέλεση των καθηκόντων που του έχουν ανατεθεί, σύμφωνα με τον παρόντα Διακανονισμό,

8ο. συντάσσει έκθεση για τα προβλεπόμενα έξοδα του Διεθνούς Γραφείου για κάθε επόμενη τριετία.

3) Οι αποφάσεις της Επιτροπής λαμβάνονται με την πλειοψηφία 4/5 των μελών που παρίστανται ή εκπροσωπούνται και ψηφίζουν για τις περιπτώσεις εκείνες που αναφέρονται στους παραπάνω αριθμούς 1, 2, 3 και 4 της παραγράφου 2 και με απλή πλειοψηφία για όλες τις άλλες περιπτώσεις. Η αποχή δεν θεωρείται ότι αποτελεί ψήφο.

4) Η Επιτροπή συγκαλείται από το Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου:

1ο. τουλάχιστο μια φορά κάθε τρία χρόνια,

2ο. οποτεδήποτε, μετά από αίτηση που προέρχεται από το 1/3 των Συμβαλλόμενων Κρατών ή, σε περίπτωση που είναι απαραίτητο, μετά από πρωτοβουλία του Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου ή της Κυβερνήσεως της Ελβετικής Συνομοσπονδίας.

5) Τα έξοδα ταξιδίου και διαμονής των μελών της Επιτροπής επιβαρύνουν τις Κυβερνήσεις τους.

Άρθρο 22

1) Ο Κανονισμός μπορεί να τροποποιηθεί από την Επιτροπή σύμφωνα με το άρθρο 21, παράγραφος 2, αριθμός 2ο ή με γραπτή διαδικασία που προβλέπεται στην παρακάτω παράγραφο 2.

2) Σε περίπτωση προσφυγής σε γραπτή διαδικασία, οι τροποποιήσεις προτείνονται από το Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου με έγγραφη εγκύκλιο, η οποία απευθύνεται σε όλα τα Συμβαλλόμενα Κράτη. Οι τροποποιήσεις θεωρείται ότι έγιναν δεκτές, εάν μέσα σε προθεσμία ενός (1) έτους από την ημερομηνία κοινοποίησης κανένα Κράτος-Μέλος δεν γνωστοποίησε την αντίθεσή του.

Άρθρο 23

1) Ο παρών Διακανονισμός μπορεί να υπογραφεί μέχρι την 31η Δεκεμβρίου 1961.

2) Ο παρών Διακανονισμός επικυρώνεται και τα έγγραφα επικύρωσής του κατατίθενται στην Κυβέρνηση των Κάτω Χωρών.

Άρθρο 24

1) Τα Κράτη - Μέλη της Διεθνούς Ενώσεως για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας, τα οποία δεν θα έχουν υπογράψει τον παρόντα Διακανονισμό, γίνοντ[αι] δεκτά να προσχωρήσουν σ' αυτόν.

2) Η προσχώρηση αυτή γνωστοποιείται μέσω της διπλωματικής οδού στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας και από την Κυβέρνηση αυτή στις Κυβερνήσεις όλων των άλλων Συμβαλλόμενων Κρατών.

Άρθρο 25

1) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος δεσμεύεται να εξασφαλίσει προστασία στα βιομηχανικά σχέδια και υποδείγματα και να υιοθετήσει, σύμφωνα με το Σύνταγμά του, τα απαραίτητα μέτρα για να εξασφαλίσει την εφαρμογή του Διακανονισμού αυτού.

2) Κατά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης το Συμβαλλόμενο Κράτος πρέπει να βρίσκεται σε θέση, σύμφωνα με την εθνική του νομοθεσία, να εφαρμόσει τις διατάξεις του παρόντος Διακανονισμού.

Άρθρο 26

1) Ο παρών Διακανονισμός τίθεται σε ισχύ μετά τη λήξη προθεσμίας ενός (1) μηνός από την ημερομηνία αποστολής από την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας στα Συμβαλλόμενα Κράτη της κοινοποίησης κατάθεσης του δέκατου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης, από τα οποία τουλάχιστον τέσσερα Κράτη κατά την ημερομηνία του παρόντος Διακανονισμού δεν υπήρξαν μέλη, ούτε του Διακανονισμού του 1925, ούτε του Διακανονισμού του 1934.

2) Στη συνέχεια η κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης και προσχώρησης πρέπει να γνωστοποιηθεί στα Συμβαλλόμενα Κράτη από την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας. Αυτές οι επικυρώσεις και προσχωρήσεις παράγουν αποτελέσματα μετά τη λήξη περιόδου ενός (1) μηνός που υπολογίζεται από την ημερομηνία αποστολής της γνωστοποίησης αυτής, εκτός εάν με το έγγραφο προσχώρησης καθορίσθηκε μεταγενέστερη ημερομηνία.

Άρθρο 27

Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί, οποτεδήποτε, να γνωστοποιήσει στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας ότι ο παρών Διακανονισμός εφαρμόζεται στο σύνολο ή σε μέρη εδαφών για τα οποία ασκεί τις διεθνείς σχέσεις. Η Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας ενημερώνει αντίστοιχα όλα τα Κράτη-Μέλη και ο Διακανονισμός εφαρμόζεται επίσης στα αναφερόμενα στη γνωστοποίηση εδάφη ένα (1) μήνα μετά από την αποστολή της γνωστοποίησης που πραγματοποιείται από την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας στα Συμβαλλόμενα Κράτη, εκτός εάν έχει καθορισθεί με την κοινοποίηση μεταγενέστερη ημερομηνία.

Άρθρο 28

1) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος έχει τη δυνατότητα να καταγγείλει τον παρόντα Διακανονισμό για λογαριασμό του και για λογαριασμό του συνόλου ή μέρους των εδαφών, τα οποία αναφέρθηκαν στη γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 27, με γνωστοποίηση που απευθύνεται στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας. Η καταγγελία αυτή παράγει αποτελέσματα μετά τη λήξη προθεσμίας ενός (1) έτους που υπολογίζεται από την παραλαβή της από την Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας.

2) Η καταγγελία του παρόντος Διακανονισμού από ένα Συμβαλλόμενο Κράτος δεν το απαλλάσσει από τις υποχρεώσεις του σε ό,τι αφορά τα σχέδια ή υποδείγματα που αποτέλεσαν αντικείμενο διεθνούς καταχώρισης πριν από την ημερομηνία ισχύος της εν λόγω καταγγελίας.

Άρθρο 29

1) Ο παρών Διακανονισμός υπόκειται σε περιοδικές αναθεωρήσεις, με σκοπό να επέλθουν βελτιώσεις, οι οποίες θα καλυτερεύσουν τη χορηγούμενη προστασία στη διεθνή κατάθεση σχεδίων και υποδειγμάτων.

2) Οι αναθεωρητικές Διασκέψεις συγκαλούνται μετά από αίτηση της Διεθνούς Επιτροπής σχεδίων και υποδειγμάτων ή τουλάχιστον του ημίσεως από τα Συμβαλλόμενα Κράτη.

Άρθρο 30

1) Περισσότερα Κράτη-Μέλη μπορούν, οποτεδήποτε, να γνωστοποιήσουν στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας ότι, με τις προϋποθέσεις που αναφέρονται στη γνωστοποίηση αυτή:

1ο. αντικαθίσταται από κοινή διοίκηση η εθνική διοίκηση του καθενός από αυτά,

2ο. πρέπει να θεωρούνται ως ένα Κράτος για την εφαρμογή των άρθρων 2 έως 17 του παρόντος Διακανονισμού.

2) Η γνωστοποίηση αυτή έχει αποτελέσματα έξι (6) μήνες μετά την ημερομηνία αποστολής της αντίστοιχης κοινοποίησης από τη Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας στα άλλα Συμβαλλόμενα Κράτη.

Άρθρο 31

1) Μόνον ο παρών Διακανονισμός δεσμεύει, στις μεταξύ τους σχέσεις, τα Κράτη που είναι μέλη ταυτόχρονα του παρόντος Διακανονισμού και του Διακανονισμού του 1925 ή του Διακανονισμού του 1934. Εν τούτοις τα εν λόγω Κράτη είναι υποχρεωμένα στις μεταξύ τους σχέσεις να εφαρμόζουν τις διατάξεις του Διακανονισμού του 1925 ή τις διατάξεις του Διακανονισμού του 1934, ανάλογα με την περίπτωση, στα σχέδια και υποδείγματα που κατατίθενται στο Διεθνές Γραφείο πριν από την ημερομηνία κατά την οποία ο παρών Διακανονισμός τους δεσμεύσει για τις μεταξύ τους σχέσεις.

2) α) Κάθε Κράτος που είναι Συμβαλλόμενο Μέρος ταυτόχρονα του παρόντος Διακανονισμού και του Διακανονισμού του 1925 είναι υποχρεωμένο να συμμορφώνεται με τις διατάξεις του Διακανονισμού του 1925 στις σχέσεις του με τα Κράτη που δεν είναι μέλη παρά μόνο του Διακανονισμού του 1925, εκτός εάν το Κράτος αυτό έχει καταγγείλει το Διακανονισμό του 1925.

β) Κάθε Κράτος που είναι μέλος ταυτόχρονα στον παρόντα Διακανονισμό και στο Διακανονισμό του 1934 είναι υποχρεωμένο να συμμορφώνεται με τις διατάξεις του Διακανονισμού του 1934 για τις σχέσεις του με τα Κράτη που δεν είναι μέλη παρά μόνο του Διακανονισμού του 1934, εκτός εάν το Κράτος αυτό έχει καταγγείλει το Διακανονισμό του 1934.

3) Τα Κράτη που είναι μέλη μόνον του παρόντος Διακανονισμού δεν έχουν καμία υποχρέωση προς τα

Κράτη που είναι μέλη του Διακανονισμού του 1925 ή του Διακανονισμού του 1934 χωρίς να είναι ταυτόχρονα και μέλη του παρόντος Διακανονισμού.

Άρθρο 32

1) Η υπογραφή και η επικύρωση του παρόντος Διακανονισμού από ένα Κράτος-Μέλος, κατά την ημερομηνία του Διακανονισμού αυτού, του Διακανονισμού του 1925 ή του Διακανονισμού του 1934, καθώς επίσης και η προσχώρηση στον παρόντα Διακανονισμό από το Κράτος αυτό θεωρούνται ότι αντιστοιχούν σε υπογραφή και επικύρωση του επισυναπτόμενου πρωτοκόλλου στον παρόντα Διακανονισμό ή προσχώρηση στο πρωτόκολλο αυτό, εκτός εάν το Κράτος αυτό έχει γνωστοποιήσει τη ρητή αντίθετη δηλωσή του κατά την ημερομηνία υπογραφής ή κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης.

2) Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος που έχει υπογράψει τη δήλωση που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 1 ή κάθε άλλο Συμβαλλόμενο Κράτος, το οποίο δεν είναι μέλος στο Διακανονισμό του 1925 ή στο Διακανονισμό του 1934, μπορεί να υπογράψει το επισυναπτόμενο πρωτόκολλο στον παρόντα Διακανονισμό ή να προσχωρήσει σ' αυτό. Κατά την ημερομηνία υπογραφής ή κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης το Κράτος αυτό μπορεί να ανακοινώσει ότι δεν δεσμεύεται από τις διατάξεις των παραγράφων 2.α. ή 2.β. του πρωτοκόλλου. Στην περίπτωση αυτή τα άλλα Κράτη-Μέλη του πρωτοκόλλου δεν είναι υποχρεωμένα να εφαρμόζουν, στις σχέσεις τους με το κράτος που έκανε χρήση της δυνατότητας αυτής, τη διάταξη όπου αναφέρεται η δήλωση αυτή. Οι διατάξεις των άρθρων 23 μέχρι και 28 εφαρμόζονται κατ' αναλογία.

Άρθρο 33

Η παρούσα Πράξη υπογράφεται σε ένα (1) μόνον αντίγραφο το οποίο θα αποσταλεί στα αρχεία της Κυβερνήσεως των Κάτω Χωρών. Ένα επικυρωμένο αντίγραφο θα παραδοθεί από την εν λόγω Κυβέρνηση σε καθένα από τα κράτη τα οποία θα υπογράψουν τον παρόντα Διακανονισμό ή θα προσχωρήσουν σ' αυτόν.

ΣΥΜΠΛΗΡΩΜΑΤΙΚΗ ΠΡΑΞΗ ΣΤΟΚΧΟΛΜΗΣ ΤΗΣ 14ΗΣ ΙΟΥΛΙΟΥ 1967, ΟΠΩΣ ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΘΗΚΕ ΣΤΙΣ 28 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1979.

Άρθρο 1

Κατά την έννοια της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης εννοείται με:

"Πράξη του 1934", η Πράξη που υπογράφηκε στο Λονδίνο τη 2α Ιουνίου 1934 του Διακανονισμού της Χάγης που αφορά τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων,

"Πράξη του 1960", η Πράξη που υπογράφηκε στη Χάγη στις 28 Νοεμβρίου 1960 του Διακανονισμού της Χάγης που αφορά τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων,

"Πρόσθετη Πράξη του 1961", η Πράξη που υπογράφηκε στο Μονακό τη 18η Νοεμβρίου 1961 και είναι πρόσθετη στην Πράξη του 1934,

"Οργάνωση", η Παγκόσμια Οργάνωση Διανοητικής Ιδιοκτησίας,

"Διεθνές Γραφείο", το Διεθνές Γραφείο Διανοητικής Ιδιοκτησίας,

"Γενικός Διευθυντής", ο Γενικός Διευθυντής της Οργάνωσης,

"Ιδιαίτερη Ενωση", η Ένωση της Χάγης η οποία δημιουργήθηκε από το Διακανονισμό της Χάγης στις 6 Νοεμβρίου 1925 και αφορά τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων και διατηρήθηκε από τις Πράξεις του 1934 και του 1960 και από την Πρόσθετη Πράξη του 1961, καθώς επίσης και από την παρούσα Συμπληρωματική Πράξη.

Άρθρο 2

1.α. Η Ιδιαίτερη Ένωση έχει Συνέλευση που απαρτίζεται από τις χώρες οι οποίες κύρωσαν την παρούσα Πράξη ή προσχώρησαν σ' αυτή.

β. Η Κυβέρνηση κάθε Κράτους εκπροσωπείται από έναν εκπρόσωπο, ο οποίος μπορεί να υποβοηθείται στο έργο του από αναπληρωματικούς εκπροσώπους, συμβούλους και εμπειρογνώμονες.

γ. Τα έξοδα κάθε αντιπροσωπείας αναλαμβάνονται από την Κυβέρνηση που τη διόρισε.

2.α. Η Συνέλευση:

i. Επιλαμβάνεται όλων των θεμάτων που αφορούν τη διατήρηση και την ανάπτυξη της ιδιαίτερης Ένωσης και την εφαρμογή του Διακανονισμού της.

ii. Δίνει οδηγίες στο Διεθνές Γραφείο για την προετοιμασία των αναθεωρητικών Διασκέψεων, λαμβάνοντας καταλλήλως υπόψη τις παρατηρήσεις των χωρών της Ιδιαίτερης Ένωσης, οι οποίες δεν έχουν κυρώσει την παρούσα Πράξη ή δεν έχουν προσχωρήσει σ' αυτή.

iii. Τροποποιεί τον Εκτελεστικό Κανονισμό και καθορίζει το ύψος των τελών σχετικά με τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων.

iv. Εξετάζει και αποδέχεται τις εκθέσεις και τις δραστηριότητες του Γενικού Διευθυντή που αναφέρονται στην Ιδιαίτερη Ένωση και του προσδιορίζει όλες τις χρήσιμες οδηγίες που αφορούν θέματα αρμοδιοτήτων της Ιδιαίτερης Ένωσης.

v. Καθορίζει το πρόγραμμα, υιοθετεί το διετή προϋπολογισμό της Ιδιαίτερης Ένωσης και εγκρίνει τον ισολογισμό της.

vi. Υιοθετεί τον Οικονομικό Κανονισμό της Ιδιαίτερης Ενώσεως.

vii. Συνιστά τις επιτροπές εμπειρογνωμόνων και ομάδες εργασίας που θεωρεί χρήσιμες για την πραγματοποίηση των στόχων της Ιδιαίτερης Ένωσης.

viii. Αποφασίζει ποιες είναι οι χώρες μη μέλη της Ιδιαίτερης Ένωσης, ποιοι είναι οι διακυβερνητικοί και οι διεθνείς μη διακυβερνητικοί οργανισμοί που μπορούν να γίνουν δεκτοί ως παρατηρητές στις συγκεντρώσεις της.

ix. Υιοθετεί τις τροποποιήσεις των άρθρων 2 μέχρι 5.

x. Αναλαμβάνει κάθε άλλη κατάλληλη ενέργεια για να επιτευχθούν οι στόχοι της Ιδιαίτερης Ένωσης.

xi. Εκπληρώνει όλα τα άλλα καθήκοντα που συνάγονται από την παρούσα Συμπληρωματική Πράξη.

2.β. Για τα θέματα τα οποία ενδιαφέρουν και άλλες Ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό, η Συνέλευση αποφασίζει λαμβάνοντας υπόψη τη γνώμη της συντονιστικής Επιτροπής του Οργανισμού.

3.α. Κάθε Κράτος – Μέλος της Συνέλευσης έχει μία ψήφο.

β. Η απαρτία συγκροτείται από το ήμισυ των Κρατών – Μελών της Συνέλευσης.

γ. Παρά τις διατάξεις του παραπάνω εδαφίου β', στην

περίπτωση που, κατά τη διάρκεια μίας συνεδρίας, ο αριθμός των εκπροσωπούμενων χωρών είναι κατώτερος από το μισό αλλά ίσος ή ανώτερος από το 1/3 των χωρών μελών της Συνέλευσης, η Συνέλευση μπορεί να λάβει αποφάσεις. Παρ' όλα αυτά, οι αποφάσεις της Συνέλευσης, εκτός από εκείνες που αφορούν θέματα διαδικασίας, δεν είναι εκτελεστές, παρά μόνον εφόσον συμπληρωθούν οι προϋποθέσεις που αναφέρονται παρακάτω. Το Διεθνές Γραφείο γνωστοποιεί τις αποφάσεις αυτές στα Κράτη-Μέλη της Συνέλευσης που δεν έχουν εκπροσωπηθεί, καλώντας τα να εκφράσουν γραπτώς, μέσα σε προθεσμία τριών (3) μηνών από την ημερομηνία της γνωστοποίησης αυτής, την ψήφο τους ή την αποχή τους. Εάν, κατά τη λήξη της προθεσμίας αυτής, ο αριθμός των Κρατών που με τον τρόπο αυτόν εξέφρασαν την ψήφο τους ή την αποχή τους είναι τουλάχιστον ίσος με τον αριθμό των χωρών που έλειπαν για να πραγματοποιηθεί η απαρτία κατά τη διάρκεια της συνεδρίας, οι αποφάσεις αυτές γίνονται εκτελεστές, εφόσον κατά την ίδια χρονική στιγμή η απαραίτητη πλειοψηφία διατηρείται.

δ. Με την επιφύλαξη των διατάξεων του άρθρου 5, παράγραφος 2, οι αποφάσεις της Συνέλευσης λαμβάνονται με την πλειοψηφία των 2/3 των ψήφων που εκφράστηκαν.

ε. Η αποχή δεν θεωρείται ως ψήφος.

ζ. Κάθε εκπρόσωπος αντιπροσωπεύει ένα μόνο Κράτος και μπορεί να ψηφίσει μόνο για το Κράτος αυτό.

η. Τα Κράτη της Ιδιαίτερης Ένωσης που δεν είναι μέλη της Συνέλευσης γίνονται δεκτά στις συγκεντρώσεις της ως παρατηρητές.

4.α. Η Συνέλευση συνεδριάζει, μετά από πρόσκληση του Γενικού Διευθυντή, σε τακτική συνεδρία, μία φορά κάθε δύο χρόνια, και, εκτός από εξαιρετικές περιπτώσεις, κατά την ίδια χρονική περίοδο και στον ίδιο τόπο όπου συνεδριάζει η Γενική Συνέλευση του Οργανισμού.

β. Η Συνέλευση συνεδριάζει σε έκτακτη συνεδρία μετά από πρόσκληση που απευθύνεται από το Γενικό Διευθυντή, ύστερα από αίτημα του 1/4 των Κρατών Μελών της Συνέλευσης.

γ. Η ημερήσια διάταξη κάθε συνεδρίας καταρτίζεται από το Γενικό Διευθυντή.

5. Η Συνέλευση υιοθετεί τον εσωτερικό της κανονισμό.

Άρθρο 3

1.α. Τα καθήκοντα σχετικά με τη διεθνή κατάθεση των βιομηχανικών σχεδίων και υποδειγμάτων, καθώς και τα άλλα διοικητικά καθήκοντα τα οποία βαρύνουν την Ιδιαίτερη Ένωση ασκούνται από το Διεθνές Γραφείο.

β. Το Διεθνές Γραφείο προετοιμάζει ιδίως τις συγκεντρώσεις και εξασφαλίζει τη γραμματειακή υποστήριξη της Συνέλευσης, των επιτροπών εμπειρογνωμόνων και ομάδων εργασίας που αυτή μπορεί να δημιουργήσει.

γ. Ο Γενικός Διευθυντής είναι ο ανώτατος λειτουργός της Ιδιαίτερης Ένωσης και την εκπροσωπεί.

2. Ο Γενικός Διευθυντής και κάθε μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν, μπορεί να λαμβάνει μέρος χωρίς δικαίωμα ψήφου σε όλες τις συγκεντρώσεις της Συνέλευσης και σε κάθε επιτροπή εμπειρογνωμόνων ή ομάδα εργασίας που δημιουργείται. Ο Γενικός Διευθυντής ή το μέλος του προσωπικού που ορίζεται από αυτόν είναι αυτοδικαίως γραμματέας των οργάνων αυτών.

3.α. Το Διεθνές Γραφείο, σύμφωνα με τις οδηγίες της Συνέλευσης, προετοιμάζει τις αναθεωρητικές Διασκέψεις των διατάξεων του Διακανονισμού.

β. Το Διεθνές Γραφείο μπορεί να συμβουλεύεται Διακυβερνητικούς και Διεθνείς μη Διακυβερνητικούς Οργανισμούς για την προετοιμασία των αναθεωρητικών Διασκέψεων.

γ. Ο Γενικός Διευθυντής και τα πρόσωπα που ορίζονται από αυτόν λαμβάνουν μέρος χωρίς δικαίωμα ψήφου στις συζητήσεις των Διασκέψεων αυτών.

δ. Το Διεθνές Γραφείο εκτελεί όλα τα άλλα καθήκοντα που του ανατίθενται.

Άρθρο 4

1.α. Η Ιδιαίτερη Ένωση έχει προϋπολογισμό.

β. Ο προϋπολογισμός της Ιδιαίτερης Ενώσεως περιλαμβάνει τα έσοδα και έξοδα της Ένωσης, τη συνεισφορά της στον προϋπολογισμό των κοινών εξόδων των Ενώσεων και ενδεχομένως το ποσό που τίθεται στη διάθεση του προϋπολογισμού της Διάσκεψης του Οργανισμού.

γ. Θεωρούνται ως κοινά έξοδα των Ενώσεων τα έξοδα που δεν είναι αποκλειστικά έξοδα της Ιδιαίτερης Ένωσης αλλά αποτελούν επίσης έξοδα μιας ή περισσότερων από τις άλλες Ενώσεις που διοικούνται από τον Οργανισμό. Το μέρος που αντιστοιχεί στην Ιδιαίτερη Ένωση από τα κοινά αυτά έξοδα είναι ανάλογο με τη σημασία που παρουσιάζουν για την Ένωση αυτή τα έξοδα.

2. Ο προϋπολογισμός της Ιδιαίτερης Ενώσεως αποφασίζεται λαμβάνοντας υπόψη τις απαιτήσεις συντονισμού με τους προϋπολογισμούς των άλλων Ενώσεων που διοικούνται από τον Οργανισμό.

3. Ο προϋπολογισμός της Ιδιαίτερης Ενώσεως χρηματοδοτείται από τις ακόλουθες πηγές:

i. τα τέλη σχετικά με τη διεθνή κατάθεση και τα τέλη και ποσά που οφείλονται από τις άλλες υπηρεσίες που προσφέρονται από το Διεθνές Γραφείο στα πλαίσια της Ιδιαίτερης Ένωσης,

ii. τα έσοδα από την πώληση των δημοσιεύσεων του Διεθνούς Γραφείου που αφορούν την Ιδιαίτερη Ένωση και τα δικαιώματα που σχετίζονται με αυτές τις δημοσιεύσεις,

iii. δωρεές, κληροδοτήματα και επιχορηγήσεις,

iv. ενοίκια, τόκους και άλλα διάφορα έσοδα.

4.α. Το ποσό των τελών που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 3.i. καθορίζεται από τη Συνέλευση, μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή.

β. Το ποσό αυτό καθορίζεται έτσι ώστε τα έσοδα της Ιδιαίτερης Ενώσεως που προέρχονται από τα τέλη και τα έσοδα από άλλες πηγές να επιτρέπουν να καλυφθούν τουλάχιστον τα έξοδα του Διεθνούς Γραφείου που αφορούν την Ιδιαίτερη Ένωση.

γ. Στην περίπτωση όπου ο προϋπολογισμός δεν έχει υιοθετηθεί πριν από την έναρξη της νέας οικονομικής χρήσης, ο προϋπολογισμός του προηγούμενου έτους συνεχίζει να ισχύει, σύμφωνα με όσα προβλέπονται από τον Οικονομικό Κανονισμό.

5. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραπάνω παραγράφου 4α, το ύψος των τελών και των οφειλόμενων ποσών για τις άλλες υπηρεσίες που παρέχονται από το Διεθνές Γραφείο στα πλαίσια της Ιδιαίτερης Ένωσης καθορίζεται από το Γενικό Διευθυντή που αναφέρει σχετικά στη Συνέλευση.

6.α. Η Ιδιαίτερη Ένωση διαθέτει κεφάλαιο κίνησης το

οποίο αποτελείται από το πλεόνασμα των εσόδων και, στην περίπτωση που αυτό δεν επαρκεί, από εφάπαξ εισφορά που καταβάλλεται από κάθε χώρα μέλος της Ιδιαίτερης Ενώσεως. Στην περίπτωση όπου το πλεόνασμα αυτό γίνει ανεπαρκές, η Συνέλευση αποφασίζει για την αύξησή του.

β. Το ποσό της αρχικής συνεισφοράς κάθε Κράτους στο προαναφερόμενο πλεόνασμα ή της συμμετοχής του για την αύξηση του πλεονάσματος αυτού είναι αντίστοιχο με τη συνεισφορά του Κράτους αυτού ως μέλος της Ένωσης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας στον προϋπολογισμό της εν λόγω Ένωσης για το τρέχον έτος, κατά το οποίο το κεφάλαιο αυτό δημιουργείται ή αποφασίζεται η αύξησή του.

γ. Η αναλογία και οι τρόποι καταβολής της συνεισφοράς αυτής αποφασίζονται από τη Συνέλευση, μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή, και με γνώμη της συντονιστικής επιτροπής του Οργανισμού.

7.α. Η Συμφωνία για την έδρα, που έχει συναφθεί με τη χώρα στο έδαφος της οποίας ο Οργανισμός έχει την έδρα του, προβλέπει ότι, στην περίπτωση που το κεφάλαιο κινήσης είναι ανεπαρκές, η χώρα αυτή προβαίνει σε προκαταβολές. Το ποσό των προκαταβολών και οι προϋποθέσεις με τις οποίες καταβάλλονται αποτελούν αντικείμενο, κατά περίπτωση, ξεχωριστών συμφωνιών ανάμεσα στην εν λόγω χώρα και τον Οργανισμό.

β. Η χώρα που αναφέρεται στο παραπάνω εδάφιο α' και ο Οργανισμός έχουν καθένας το δικαίωμα να καταγγείλουν τη δέσμευσή τους για χορήγηση προκαταβολών με γραπτή γνωστοποίηση. Η καταγγελία έχει έννομα αποτελέσματα τρία (3) χρόνια μετά το τέλος του έτους κατά τη διάρκεια του οποίου γνωστοποιήθηκε.

8. Ο έλεγχος των λογαριασμών εξασφαλίζεται, σύμφωνα με τους τρόπους που προβλέπονται στον Οικονομικό Κανονισμό, από μία ή περισσότερες χώρες της Ιδιαίτερης Ενώσεως ή από εξωτερικούς ελεγκτές οι οποίοι, με τη συναίνεσή τους, ορίζονται από τη Συνέλευση.

Άρθρο 5

1. Προτάσεις τροποποίησης της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης μπορούν να παρουσιασθούν από κάθε Κράτος-Μέλος της Συνέλευσης ή από το Γενικό Διευθυντή. Οι προτάσεις αυτές γνωστοποιούνται από το Γενικό Διευθυντή στις χώρες μέλη της Συνέλευσης, τουλάχιστον, έξι (6) μήνες πριν κατατεθούν για μελέτη στη Συνέλευση.

2. Κάθε τροποποίηση που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο 1 υιοθετείται από τη Συνέλευση. Για την αποδοχή απαιτείται πλειοψηφία των 3/4 των εκφρασμένων ψήφων. Πάντως, κάθε τροποποίηση του άρθρου 2 και της παραγράφου αυτής απαιτεί πλειοψηφία των 4/5 των εκφρασμένων ψήφων.

3. Κάθε τροποποίηση που αναφέρεται στην παράγραφο 1 αρχίζει να ισχύει ένα (1) μήνα μετά την παραλαβή από το Γενικό Διευθυντή των γραπτών κοινοποιήσεων αποδοχής, οι οποίες πραγματοποιούνται σύμφωνα με τους εκάστοτε συνταγματικούς κανόνες από τα 3/4 των χωρών που ήταν μέλη της Συνέλευσης κατά την ημερομηνία της υιοθέτησης της τροποποίησης. Κάθε τροποποίηση που γίνεται δεκτή μ' αυτόν τον τρόπο, δεσμεύει όλα τα Κράτη που είναι μέλη της Ένωσης κατά την ημερομηνία που η τροποποίηση αρχίζει να ισχύει ή τα οποία γίνονται μέλη της σε μεταγενέστερη ημερομηνία.

Άρθρο 6

1.α. Οι αναφορές στην Πράξη του 1934, στο "Διεθνές Γραφείο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας στη Βέρνη", στο "Διεθνές Γραφείο Βέρνης" ή στο "Διεθνές Γραφείο" θεωρούνται ότι αναφέρονται στο Διεθνές Γραφείο, έτσι όπως αυτό καθορίζεται από το άρθρο 1 της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης.

β. Το άρθρο 15 της Πράξης του 1934 καταργείται.

γ. Κάθε τροποποίηση του εκτελεστικού κανονισμού, που αναφέρεται στο άρθρο 20 της Πράξης του 1934, πραγματοποιείται κατά τη διαδικασία που ορίζεται από το άρθρο 2, παράγραφος 2.α.iii και παράγραφος 3.δ.

δ. Στο άρθρο 21 της Πράξης του 1934 οι λέξεις "Αναθεωρήθηκε το 1928" αντικαθίστανται από τις λέξεις "για την προστασία των λογοτεχνικών και καλλιτεχνικών έργων".

ε. Οι αναφορές στο άρθρο 22 της Πράξης του 1934 στα άρθρα 16, 16β και 17β της "Γενικής Συμβάσεως" θεωρούνται ότι αναφέρονται στις διατάξεις της Πράξης της Στοκχόλμης της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας, οι οποίες στην Πράξη αυτή αντιστοιχούν στα άρθρα 16, 16β και 17β των προγενέστερων Πράξεων της Σύμβασης των Παρισίων.

2.α. Κάθε τροποποίηση των τελών που αναφέρεται στο άρθρο 3 της Πρόσθετης Πράξης του 1961 πραγματοποιείται κατά τη διαδικασία που ορίζεται από το άρθρο 2 παράγραφος 2.α.iii και παράγραφος 3.δ.

β. Η παράγραφος 1 του άρθρου 4 της Συμπληρωματικής Πράξης του 1961, καθώς επίσης και οι λέξεις "όταν το αποθεματικό έχει φθάσει το ύψος αυτό" της παραγράφου 2 του εν λόγω άρθρου καταργούνται.

γ. Οι αναφορές στο άρθρο 6, παράγραφος 2 της Πρόσθετης Πράξης του 1961 στα άρθρα 16 και 16β της Σύμβασης των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας θεωρείται ότι αναφέρονται στις διατάξεις της Πράξης της Στοκχόλμης της Σύμβασης αυτής οι οποίες, στην Πράξη της Στοκχόλμης, αντιστοιχούν στα άρθρα 16 και 16β των προγενέστερων Πράξεων της Σύμβασης των Παρισίων.

δ. Οι αναφορές στις παραγράφους 1 και 3 του άρθρου 7 της Πρόσθετης Πράξης του 1961 στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνομοσπονδίας θεωρείται ότι αφορούν το Γενικό Διευθυντή.

Άρθρο 7

1. Οι αναφορές στην Πράξη του 1960, στο "Γραφείο της Διεθνούς Ένωσης για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας" ή στο "Διεθνές Γραφείο" θεωρούνται ότι αναφέρονται στο Διεθνές Γραφείο, έτσι όπως αυτό καθορίζεται από το άρθρο 1 της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης.

2. Τα άρθρα 19, 20, 21 και 22 της Πράξης του 1960 καταργούνται.

3. Οι αναφορές στην Πράξη του 1960 στην Κυβέρνηση της Ελβετικής Συνόμοσπονδίας θεωρούνται ότι αναφέρονται στο Γενικό Διευθυντή.

4. Στο άρθρο 29 της Πράξης του 1960 οι λέξεις "Περιοδικά" (παράγραφος 1) και "της Διεθνούς Επιτρο-

πής Σχεδίων και Υποδειγμάτων ή" (παράγραφος 2) καταργούνται.

Άρθρο 8

1.α. Οι χώρες που πριν την ημερομηνία της 13ης Ιανουαρίου 1968 έχουν κυρώσει την Πράξη του 1934 ή την Πράξη του 1960, καθώς επίσης και οι χώρες που έχουν προσχωρήσει σε μια τουλάχιστον από αυτές τις Πράξεις μπορούν να υπογράψουν και να κυρώσουν την παρούσα Συμπληρωματική Πράξη ή να προσχωρήσουν σ' αυτή.

β. Η κύρωση της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης ή η προσχώρηση σ' αυτήν από μια χώρα που δεσμεύεται από την Πράξη του 1934, χωρίς να δεσμεύεται εξίσου και από την Πρόσθετη Πράξη του 1961, συνεπάγεται αυτόματα και την κύρωση της Πρόσθετης Πράξης του 1961 ή την αυτόματη προσχώρησή της σ' αυτή.

2. Τα έγγραφα κύρωσης και προσχώρησης κατατίθενται στο Γενικό Διευθυντή.

Άρθρο 9

1. Για τις πέντε χώρες οι οποίες πρώτες καταθέτουν το έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης στην παρούσα Συμπληρωματική Πράξη, η παρούσα Συμπληρωματική Πράξη τίθεται σε ισχύ τρεις (3) μήνες μετά την κατάθεση του πέμπτου εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Για όλες τις άλλες χώρες η παρούσα Συμπληρωματική Πράξη τίθεται σε ισχύ τρεις (3) μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία η επικύρωση ή η προσχώρησή τους κοινοποιήθηκε στο Γενικό Διευθυντή, εκτός εάν έχει προσδιορισθεί με το έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης μεταγενέστερη ημερομηνία. Στην τελευταία αυτή περίπτωση η παρούσα Πράξη τίθεται σε ισχύ για τη χώρα αυτή κατά την ημερομηνία αυτή.

Άρθρο 10

1. Με την επιφύλαξη του άρθρου 8 και της παρακάτω παραγράφου, κάθε χώρα που δεν έχει επικυρώσει την Πράξη του 1934 ή δεν έχει προσχωρήσει σ' αυτή δεσμεύεται από την πρόσθετη Πράξη του 1961 και από τα άρθρα 1 μέχρι 6 της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης από την ημερομηνία που έχει έννομα αποτελέσματα η προσχώρησή της στην Πράξη του 1934. Πάντως, εάν κατά την ημερομηνία αυτή η παρούσα Συμπληρωματική Πράξη δεν έχει ακόμα αρχίσει να ισχύει, σύμφωνα με τους όρους του άρθρου 9 παράγραφος 1, η χώρα αυτή δεν δεσμεύεται από τα άρθρα αυτά της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης παρά μόνο από την ημερομηνία κατά την οποία αρχίζει να ισχύει η τελευταία αυτή Πράξη, σύμφωνα με τους όρους του άρθρου 9 παράγραφος 1.

2. Με την επιφύλαξη του άρθρου 8 και της προηγούμενης παραγράφου, κάθε Κράτος που δεν έχει κυρώσει την Πράξη του 1960 ή δεν έχει προσχωρήσει σ' αυτή δεσμεύεται από τα άρθρα 1 έως 7 της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης από την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η κύρωση ή η προσχώρηση στην Πράξη του 1960 ή από την ημερομηνία κατά την οποία έχει αποτέλεσμα η κύρωση της Πράξης του 1960 ή η προσχώρηση σ' αυτή. Πάντως εάν κατά την ημερομηνία αυτή η παρούσα Συμπληρωματική Πράξη δεν έχει τεθεί σε ισχύ, σύμφωνα με τους όρους του άρθρου 9 παράγραφος 1, η χώρα αυτή δεν δεσμεύεται από τα παραπάνω άρθρα της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης, παρά μόνο από την ημερομηνία όπου θα αρχίσει να ισχύει η Πράξη αυτή, σύμφωνα με τους όρους του άρθρου 9 παράγραφος 1.

Άρθρο 11

1.α. Η παρούσα Συμπληρωματική Πράξη υπογράφηκε σε ένα μόνον αντίγραφο στη γαλλική γλώσσα και κατατέθηκε ενώπιον της Σουηδικής Κυβερνήσεως.

β. Επίσημα κείμενα συντάσσονται από το Γενικό Διευθυντή, μετά από διαβουλεύσεις με τις ενδιαφερόμενες κυβερνήσεις, στις άλλες γλώσσες που μπορεί να υποδείξει η Συνέλευση.

2. Η παρούσα Συμπληρωματική Πράξη είναι ανοικτή για υπογραφή στη Στοκχόλμη, μέχρι τις 13 Ιανουαρίου 1968.

3. Ο Γενικός Διευθυντής αποστέλλει δύο επικυρωμένα αντίγραφα από τη Σουηδική Κυβέρνηση του υπογεγραμμένου κειμένου της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης στις κυβερνήσεις όλων των χωρών της Ιδιαίτερης Ενώσεως και, μετά από αίτηση, στην Κυβέρνηση κάθε άλλου Κράτους.

4. Ο Γενικός Διευθυντής καταχωρεί την παρούσα Συμπληρωματική Πράξη στη Γραμματεία των Ηνωμένων Εθνών.

5. Ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιεί στις Κυβερνήσεις όλων των χωρών της Ιδιαίτερης Ενώσεως τις υπογραφές, τις καταθέσεις εγγράφων κύρωσης ή προσχώρησης, τη θέση σε ισχύ, καθώς και κάθε άλλη πρόσφορη γνωστοποίηση.

Άρθρο 12

Μέχρις ότου αναλάβει τα καθήκοντά του ο πρώτος Γενικός Διευθυντής, οι αναφορές της παρούσας Συμπληρωματικής Πράξης στο Διεθνές Γραφείο της Οργάνωσης ή στο Γενικό Διευθυντή θεωρούνται ότι αφορούν αντιστοίχως το Γραφείο της Ένωσης που ιδρύθηκε από τη Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας ή το Διευθυντή της.

Άρθρο δεύτερο
Αρμόδια αρχή εφαρμογής

Αρμόδια αρχή εφαρμογής του νόμου αυτού είναι ο Οργανισμός Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Ο.Β.Ι.).

Άρθρο τρίτο
Ορισμός σχεδίου ή υποδείγματος

1. Για την εφαρμογή της εθνικής νομοθεσίας νοούνται ως:

α. "Σχέδιο ή υπόδειγμα", η εξωτερικά ορατή εικόνα του συνόλου ή μέρους ενός προϊόντος, η οποία προκύπτει από τα ιδιαίτερα χαρακτηριστικά που έχει, ιδίως, η γραμμή, το περίγραμμα, το χρώμα, το σχήμα, η μορφή και/ή τα υλικά του ίδιου του προϊόντος και/ή της διακόσμησης που φέρει.

β. "Προϊόν", κάθε βιομηχανικό ή βιοτεχνικό προϊόν, στο οποίο συμπεριλαμβάνονται τα συστατικά που προορίζονται για συναρμολόγηση σε ένα σύνθετο προϊόν, η συσκευασία, η παρουσίαση, τα γραφικά σύμβολα και τα τυπογραφικά στοιχεία, αλλά αποκλείονται τα προγράμματα ηλεκτρονικών υπολογιστών.

2. Ένα σχέδιο ή υπόδειγμα προστατεύεται, εφόσον είναι νέο και έχει ατομικό χαρακτήρα.

3. Δεν υφίσταται δικαίωμα σε σχέδιο ή υπόδειγμα το οποίο είναι αντίθετο προς τη δημόσια τάξη ή τα χρηστά ήθη.

4. Ο εθνικός τίτλος προστασίας σχεδίου ή υποδείγματος διέπεται κατ' αναλογία από τις ίδιες διατάξεις απόκτησης, διαδοχής, εκμετάλλευσης, ακυρότητας, έκπτωσης και εγγραφής στα βιβλία και μητρώα του Ο.Β.Ι. που ισχύουν για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας με το ν. 1733/1987 "Μεταφορά τεχνολογίας, εφευρέσεις και τεχνολογική καινοτομία" (ΦΕΚ 171 Α') άρθρα 2, 3, 4, 6, 7, 10, 12, 15, 16, 17 και 24.

Άρθρο τέταρτο
Εξουσιοδοτήσεις

Με προεδρικά διατάγματα, που εκδίδονται ύστερα από πρόταση του Υπουργού Ανάπτυξης, προς τον οποίο εισηγείται το Διοικητικό Συμβούλιο του Ο.Β.Ι., ρυθμίζονται οι λεπτομέρειες για την εφαρμογή του νόμου αυτού και του Διακανονισμού της Χάγης για την Ελλάδα και ιδίως η κατάθεση και διαδικασία παραλαβής των διεθνών και εθνικών αιτήσεων από τον Ο.Β.Ι., οι δικαιούχοι του τίτλου προστασίας, η έναρξη, η διάρκεια και το περιεχόμενο της χορηγούμενης εθνικής προστασίας στα σχέδια και υποδείγματα, οι εξαιρέσεις από την προστασία αυτή, η καταχώριση των σχεδίων και υποδειγμάτων στα Μητρώα του Ο.Β.Ι. και η δημοσίευση στοιχείων τους στο Ειδικό Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας, η ακυρότητα ή αποκλεισμός της καταχώρισης, η είσπραξη τελών διαδικασίας και τελών ανανέωσης από τον Ο.Β.Ι., οι μεταβατικές ρυθμίσεις και θέματα σώρευσης προστασίας με άλλα δικαιώματα βιομηχανικής ή πνευματικής ιδιοκτησίας, ο αναλυτικός ορισμός του νέου χαρακτήρα και της ατομικότητας του εθνικού σχεδίου, ως όρων προστασίας του σχεδίου ή υποδείγματος, οι όροι χορήγησης πιστοποιητικού εθνικής προστασίας, οι όροι προστασίας, τα αποτελέσματα της διεθνούς καταχώρισης για την Ελλάδα και κάθε άλλο σχετικό θέμα.

Άρθρο πέμπτο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Διακανονισμού και της Συμπληρωματικής Πράξης που κυρώνονται σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στα άρθρα 26 και 9, αντίστοιχα.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 21 Ιουνίου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΘΕΟΔ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΙΑΝΝΟΣ ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ

ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ
ΒΑΣΩ ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΕΥΑΓΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 24 Ιουνίου 1996

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΑΓΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 • ΑΘΗΝΑ 104 32 • TELEX 223211 YPET GR • FAX 52 34 312

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ Σολωμού 51		**ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ** ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.		
Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	5225761	ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ	(031)	423955
	5230841	25ης Μαρτίου 21 Τ.Κ. 541 00		423956
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών ΦΕΚ	5225713	ΠΕΙΡΑΙΑΣ		4136402
	5249547	Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31		4171307
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239762	ΠΑΤΡΑ	(061)	271249
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248141	Κορίνθου 327 Τ.Κ. 262 23		224581
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248188	ΙΩΑΝΝΙΝΑ		
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	5248785	Διοικητήριο Τ.Κ. 454 44	(0651)	21901
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και		ΚΟΜΟΤΗΝΗ	(0531)	22637
αποστολή Φ.Ε.Κ. με πληρωμή μέσω Δ.Ο.Υ.	5248320	Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00		26522

ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
- Μέχρι 16 σελίδες 100 δρχ.
- Από 16 σελίδες και άνω προσαύξηση 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α' (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	30.000 δρχ.	1.500 δρχ.
Β' (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Γ' (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	10.000 »	500 »
Δ' (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	25.000 »	1.250 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού ΝΠΔΔ)	10.000 »	500 »
Παράρτημα (Πίνακες επιτυχόντων διαγωνισμών)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	150.000 »	7.500 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	120.000 »	6.000 »

- Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίδουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
- Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι διπλάσιες των παραπάνω αναφερομένων και μπορεί να στέλνονται με επιταγή και σε ανάλογο συνάλλαγμα στο Διευθυντή Οικονομικού του Εθνικού Τυπογραφείου.
- Η πληρωμή του ποσοστού του ΤΑΠΕΤ που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται στην Αθήνα από το Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Καποδιστρίου 34 - Αθήνα) και στις άλλες πόλεις από τα Δημόσια Ταμεία.
- Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
- Οι Δήμοι και οι Κοινότητες πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
- Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
- Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
- Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες κοινού λειτουργούν καθημερινά από 08.00' έως 13.00'

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ